



Surcharge des classes

## Des mesures en attendant des solutions

Pour faire face au problème de la surcharge des classes dans les établissements scolaires, le ministère de l'Éducation nationale a pris une série de mesures, a indiqué, hier à Alger, la ministre de l'Éducation, Mme Nouria Benghebrit.

Page 2

In Guezzam

## Une cache d'armes et de munitions découverte

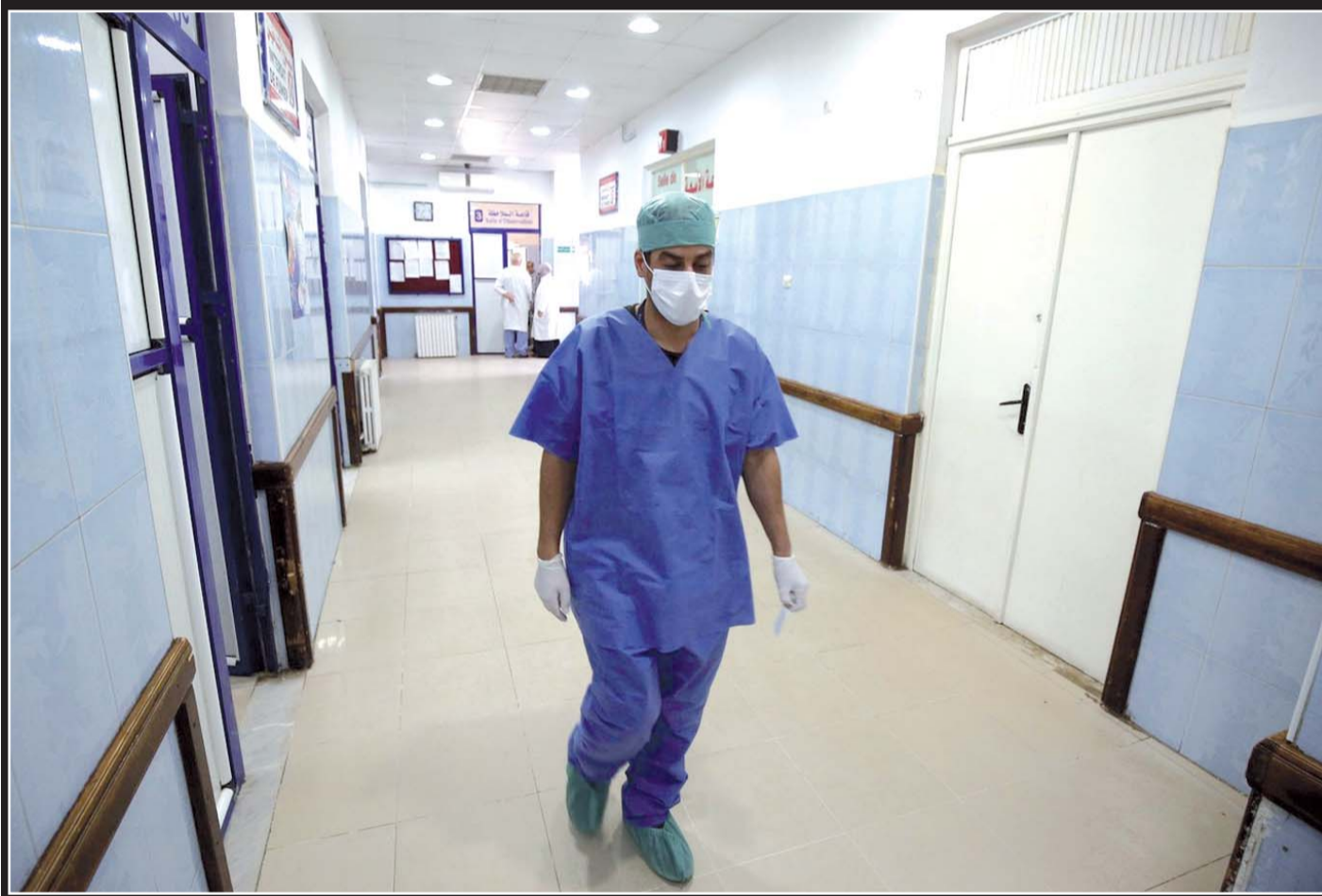
Page 24

Nouveaux cas signalés à Alger et Oran

# Choléra, la psychose persiste

Malgré les assurances des responsables, le temps n'est pas à la réjouissance, puisque de nouveaux cas de choléra sont signalés à Alger et à Oran, ce qui suscite crainte et appréhension parmi les citoyens.

Page 3



Transformer le FCE en syndicat

## Un dossier qui «ne rencontre aucun obstacle» selon Haddad

Page 2



Reflétés dans la pièce théâtrale *Calédonia*

## Des «tableaux vivants» de la souffrance des exilés algériens

La générale de la pièce théâtrale *Calédonia*, présentée dans la nuit de jeudi à vendredi à la Maison de la culture Abdelmadjid Chafai à Guelma, a reflété «des tableaux vivants» des souffrances des exilés algériens en Calédonie.

Page 15

Financement du développement local

## Quel rôle pour les communes ?

mière structure de base de toute la pyramide institutionnelle du pays, elle est appelée à vivre ce «destin» peu flatteur, d'être au cœur de la critique et de la contestation, et à faire de son mieux afin de faire prévaloir les intérêts de la population et des administrés, y compris là où ses prérogatives arrêtent de s'exercer, à l'exemple des services relevant de Sonelgaz, de l'ADE, de l'ONA, des Travaux publics, du Cadastre...etc.

Si, par le passé, les citoyens étaient plus ou moins bien servis malgré toutes les insuffisances connues des services communaux- sur les plans technique, managérial ou social -, les choses ont évolué depuis le début de la crise financière qui affectent les recettes extérieures du

pays et le budget de l'Etat, généralement dans le sens de la régression de la qualité et du volume des services publics assurés par les communes ou leurs services connexes. En effet, la crise n'a pas manqué de déteindre sur l'ensemble des segments de la vie économique et de diffuser insidieusement le souffle des remises en cause au niveau de toutes les articulations de la pyramide institutionnelle du pays.

L'un des signes manifestes des conséquences de la crise financière sur la vie de chaque jour des Algériens, c'est bien l'état de «quasi abandon» dans lequel se trouvent plusieurs centaines de communes du pays.

Page 4



Par Saâd Taferka

**A**tort ou à raison, les communes sont généralement les structures les plus «accablées» par tous les griefs que les populations ne manquent pas de leur décocher en relation avec le cadre de vie, le développement local et l'état de fonctionnement des services publics.

Autrement dit, vu la proximité géographique de l'Assemblée communale, pre-





Surcharge des classes

## Des mesures en attendant des solutions

Pour faire face au problème de la surcharge des classes dans les établissements scolaires, le ministère de l'Education nationale a pris une série de mesures, a indiqué, hier à Alger, la ministre de l'Education, Mme Nouria Benghebrit.



Par S. A. Mohamed

Reconnaisant dans une déclaration à l'APS, que le taux de redoublement ou de l'échec scolaire «constitue un problème pour le secteur, car il est une des causes de la surcharge de classe», avec d'autres facteurs liés au retard accusé dans la réalisation de projets, après leur dégel, Mme Benghebrit a «détaillé» les mesures prises par son département qui demeurent néanmoins «insuffisantes» et ne constituent pas de solutions définitives à ce sérieux problème. Parmi ces mesures pédagogiques et structurelles, la ministre a cité l'élargissement des examens de rattrapage aux élèves ayant obtenu, pour le cycle primaire des

moyennes entre 4 et 4.99 sur 10 et à ceux ayant obtenu pour le cycle moyen, des moyennes entre 9 et 9.99 sur 20. Partant du principe que l'élève qui a obtenu une moyenne légèrement en dessous de 5 sur 10 ou de 10 sur 20 mérite une deuxième chance, il a été décidé d'élargir les examens de rattrapage à toutes les classes, à l'exception de celles des examens nationaux (5<sup>ème</sup> année primaire, 4<sup>ème</sup> année moyenne et 3<sup>ème</sup> année secondaire), a-t-elle expliqué. En outre, la ministre a fait savoir que parmi les solutions adoptées pour cette année scolaire, les classes en préfabriqué auxquelles le secteur a recouru dans les zones d'Alger Est et d'Alger Ouest, entre autres, en raison de la forte affluence de nouveaux élèves, notamment

pour le cycle obligatoire, suite aux opérations de relogement dans ces régions. Elle a expliqué que pour pallier à cette situation «exceptionnelle et temporaire», il a été procédé à l'installation de deux à quatre classes «préfabriquées» dans des établissements scolaires ou au niveau d'espaces vacants contigus, soulignant toutefois que cette solution «ne règlera pas le problème de la surcharge des classes de manière définitive». Citant d'autres solutions, elle a fait état de l'adoption du système de la double vacation, notamment pour le cycle primaire, outre les classes mobiles au cycle moyen, alors que dans le passé on parlait d'éradication de la double vacation. Par ailleurs, Mme Benghebrit a indiqué que les directeurs de

l'Education ont été instruits, dans le cadre de la formation, d'accorder une attention particulière aux élèves de la 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> année primaire et ceux des classes d'exams de fin de cycle pour «ne pas être affectés par le problème de la surcharge des classes». «La surcharge des classes exige de l'enseignant un effort supplémentaire, particulièrement en matière pédagogique, d'où la nécessité d'un accompagnement et d'une formation continue, a-t-elle ajouté. Evoquant l'aspect moral, la ministre a mis l'accent sur l'importance de l'accompagnement dans ce sens, car a-t-elle dit, «la relation de l'élève au savoir est tributaire de sa relation à l'enseignant, en ce sens où l'élève a besoin d'être encouragé pour avoir confiance en lui». S. A. M.

### Diplômés universitaires Zemali appelle à investir le monde de l'entrepreneuriat

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, a appelé, hier à Alger, les jeunes diplômés à «investir le monde de l'entrepreneuriat» pour contribuer à la réalisation du développement économique et à la création de l'emploi.

La déclaration de M. Zemali intervient à l'issue de sa visite en compagnie du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mokhtar Hasbellaoui, à la clinique médico-diagnostic du Val à Alger (ex-clinique d'El Biar), qui a été créée par un groupe de jeunes diplômés universitaires dans le cadre du soutien apporté à cette catégorie par l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej).

Le ministre a salué, en outre, le succès de cette clinique de 25 lits, qui a débuté avec trois personnes et qui emploie aujourd'hui plus de 70 personnes dans les différentes spécialités de médecine.

Félicitant les jeunes initiateurs de ce projet pour leur volonté et leur ambition, M. Zemali a rendu hommage à «des jeunes Algériens qui se sont libérés de la culture de l'assistanat et de l'attentisme pour mener la bataille de l'entrepreneuriat, en tirant profit des avantages que leur offrent les dispositifs de soutien à la réalisation de leur projets économiques».

Pour sa part, le gestionnaire de la clinique, le Dr Nabil Abed a affirmé que cet établissement de santé contribuera à l'amélioration de la prise en charge médicale, en prodiguant des soins de haute qualité, notamment en maternité, en chirurgie générale, en hospitalisation, tout en assurant des prestations qui prennent en compte les standards internationaux en vigueur, et en veillant à assurer les soins adéquats et l'hygiène.

Composée de salles d'accouchement, de prise en charge de nourrissons et de chirurgie générale et dotée d'équipements technologiques et médicaux de pointe, a expliqué le même responsable relevant que le staff en charge du fonctionnement de cet établissement est constitué de médecins spécialistes, de paramédicaux, de techniciens ainsi que de spécialistes en gestion. Bilal L.

Transformer le FCE en syndicat

## Un dossier qui «ne rencontre aucun obstacle» selon Haddad

Le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad, a affirmé, hier à Alger, que le dossier déposé en juin dernier par le FCE au niveau du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale dans le but de transformer le forum en syndicat «n'a pas été rejeté et ne rencontre aucun obstacle».

«Le forum est soucieux d'agir conformément aux lois et règlements de l'Etat algérien», a-t-il indiqué dans une déclaration à la presse, en marge du lancement de la quatrième édition de l'opération de solidarité du Forum «Un cartable pour l'avenir», à l'occasion de la nouvelle rentrée scolaire.

M. Haddad a fait savoir, dans ce sens, que le FCE avait déposé au niveau du ministère du Travail, un

dossier complet, le 14 juin dernier, pour transformer le forum en syndicat. Ce dossier «n'a pas été refusé et ne rencontre aucun obstacle, car ce type d'agrément implique la prise de procédures qui nécessitent du temps», a-t-il dit.

M. Haddad a précisé, par ailleurs, que «le Forum a appelé le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à se présenter pour un nouveau mandat présidentiel et il va le soutenir dans cette démarche, vu les acquis réalisés par l'Algérie dans tous les domaines, sous sa direction».

Le responsable du FCE a réitéré «l'adhésion du Forum à l'appel lancé par le Président de la République» à l'occasion de la Journée nationale du moudjahid (20 août), pour l'édification d'un front

populaire solide afin de garantir la stabilité. Il a dit, par la même occasion, avoir «évoqué cette question avec le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Djamel Ould Abbès et devra le rencontrer ainsi qu'un nombre de partis politiques prochainement», soulignant que le FCE «soutient toute personne aspirant à l'édification de l'Algérie».

Par ailleurs, une opération de distribution de cartables au profit des enfants nécessiteux a été organisée hier par le Forum des chefs d'entreprises (FCE).

«Au-delà du caractère moral et socialement utile de ces actions, c'est à l'ancrage de pratiques d'entreprises socialement responsables au sens moderne et plein du terme que nous nous attelons», a expliqué

Ali Haddad lors d'une cérémonie organisée à l'occasion, soulignant les conditions matérielles et de sécurité «exemplaires» dans lesquelles s'est déroulée la rentrée scolaire.

Le président du FCE a annoncé, à l'occasion, la réalisation prochaine d'une école d'excellence en commerce et management de dimension internationale ainsi qu'une école de formation pour enfants autistes qui seront érigées à Sidi Abdellah et dont les études sont en cours de finalisation.

Ali Haddad a annoncé également la création «imminente» d'un incubateur pour le développement de start-up ainsi qu'un cercle d'animation et de débats, le Cercle Bakhti Belaïb. Il a expliqué, à ce titre, que les actions de son organi-

sation s'inscrivent dans la continuité des projets entamés et qui sont en cours de concrétisation, soulignant que la 4<sup>ème</sup> session de l'université du FCE se tiendra dans quelques semaines. La recherche du partenariat, a-t-il poursuivi, est l'une des actions dans laquelle le FCE s'est le plus «investi». Il en veut pour preuve, les tournées et forums d'affaires organisés en Afrique et dans de nombreux pays en Asie, en Europe et en Amérique pour promouvoir la «destination Algérie» pour l'investissement.

Il a estimé, à ce titre, que pour construire et consolider l'attractivité de l'Algérie, «il faut une présence permanente sur la scène économique internationale» et ne pas se contenter d'une «apparition furtive».

Massi S.



Nouveaux cas signalés à Alger et Oran

# Choléra, la psychose persiste

Malgré les assurances des responsables le temps n'est pas à la réjouissance, puisque de nouveaux cas de choléra sont signalés à Alger et à Oran, ce qui suscite crainte et appréhension parmi les citoyens.



Par Karima Nacer

Les nouveaux cas confirmés d'atteinte par le choléra viennent contredire les annonces faites par le ministère de la Santé et des responsables locaux qui tentaient de rassurer avec l'annonce de la sortie de tous les patients hospitalisés de l'hôpital de Boufarik.

En effet, un nouveau cas de choléra a été identifié à Aïn Taya (Alger) vendredi dernier en plus de deux autres cas suspects, selon un site électronique qui cite des sources médicales fiables et concordantes. L'atteinte du patient a été rapidement confirmée par l'examen direct au niveau de l'hôpital de Aïn Taya. L'épouse du patient atteint par le choléra est décédée, il y a quelques jours, indique la même source, qui souli-

gnait que la victime présentait des symptômes correspondant au choléra, mais sans qu'elle ne soit confirmée.

Un autre cas vient d'être signalé à Oran, le premier dans cette wilaya. Il vient d'être confirmé au CHU d'Oran, selon le même site qui rapporte que la bactérie du choléra a été isolée au laboratoire de cet hôpital sur des prélèvements sur un homme hospitalisé depuis une semaine au service infectieux. Le patient avait une diarrhée sévère suivie de vomissements. La confirmation bactériologique a été faite par les microbiologistes qui ont identifié le vibron. Avant son admission au CHU, le malade était hospitalisé au centre psychiatrique de Sidi Chahmi. L'état de santé de ce malade a eu une évolution favorable au même titre que

deux autres suspects enregistrés cette semaine au CHU d'Oran. Une grande opération de désinfection a été entamée dans cet hôpital qui a été placé en isolement.

Même à Blida, malgré les assurances des responsables, la mobilisation est de mise. Le wali de Blida par intérim, Rabah Aït Hocine, a appelé à la nécessité de poursuivre la mobilisation des autorités locales et de la société civile ainsi que la sensibilisation des citoyens pour éviter une nouvelle prolifération des épidémies, notamment le choléra. «Les autorités locales et la société civile (associations et citoyens) doivent poursuivre les campagnes d'hygiène et de sensibilisation au niveau des quartiers et des villes pour éviter la réapparition des maladies et épi-

démies, notamment le choléra», a-t-il suggéré. Concernant Oued Beni Azza, identifié comme source cholérique par le ministère de la Santé, le responsable a rappelé que le ministère de l'Intérieur avait mobilisé 6 milliards de centimes pour le traitement de ses eaux. Pour sa part, le directeur de l'hôpital de Boufarik, Réda Deghbouch, a rappelé que l'hôpital avait accueilli depuis le 14 août dernier 199 malades atteints de choléra, deux malades étaient sortis dans la matinée et un dernier cas dans l'après-midi après l'amélioration de son état de santé.

En tout cas, la peur persiste en dépit des assurances des autorités locales et du ministre de la Santé. La population vit toujours un climat de psychose.

K. N.

Décès d'une jeune femme d'envenimation scorpionique à Ouargla

## La commission ministérielle achève sa mission d'enquête

La commission du ministère de la Santé, de la Population et de la réforme hospitalière chargée de mener une investigation sur les circonstances du décès d'une jeune femme suite à une piqûre scorpionique, a achevé sa mission d'enquête à Ouargla, a appris l'APS hier auprès des responsables du secteur de la santé.

Composée de deux inspecteurs centraux du ministère de tutelle, cette commission présentera un rapport détaillé sur cette affaire au ministre de la Santé, a indiqué le directeur de la santé par intérim, Djamel Maâmeri. Arrivée mercredi dernier à Ouargla, la commission avait rencontré durant sa mission les parties concernées dont les praticiens de l'établissement public hospitalier (EPH-Mohamed Boudiaf de Ouargla) qui ont été chargés du suivi médical de la victime, ainsi que des membres de sa famille, a-t-il ajouté.

La commission ministérielle a saisi cette opportunité pour inspecter les différents services de l'EPH-Mohamed Boudiaf, et de s'enquérir aussi des conditions de la prise en charge des patients au niveau de cette structure de santé, selon la même source.

Aïcha Aouissat (enseignante universitaire) a été victime, fin août dernier, d'envenimation scorpionique à son domicile à Ouargla. Elle a été admise à l'EPH-Mohamed Boudiaf où elle a été hospitalisée et mise sous contrôle médical durant plus d'une semaine, avant de rendre l'âme du fait de complications de son état de santé.

Un enfant (5 ans) est décédé également vendredi dans le même établissement de santé suite à une piqûre de scorpion. C'est la deuxième victime en moins d'une semaine dans la ville de Ouargla, a-t-on signalé.

R. N.

Déchets chimiques à Bouira

## Des citoyens de Bechloul protestent

Des dizaines de citoyens de la commune de Bechloul (est de Bouira) ont observé hier un sit-in devant le site de la zone d'activité jouxtant la ville pour protester contre la pollution de leur environnement causée par le déversement de déchets chimiques sur l'oued Zayane traversant plusieurs localités, a-t-on constaté. Depuis le début de matinée, des citoyens sont venus par

dizaines pour se rassembler devant le portail principal de la zone d'activité de Bechloul, brandissant des banderoles sur lesquelles étaient écrits des slogans dénonçant la pollution générée, notamment par les déchets chimiques rejetés par une usine de fabrication de PVC et de transformation d'aluminium. «Arrêtez de polluer notre environnement» et «respectez les normes de sécurité

environnementale», scandaient les manifestants, qui ont saisi cette occasion pour appeler les autorités communales et celles de la wilaya pour qu'elles interviennent afin de mettre un terme aux dépassements commis par cette usine en matière de «non-respect de l'environnement». «Cette usine rejette des déchets chimiques qui se déversent dans l'oued Zayane, qui est considéré comme source d'irri-

gation pour beaucoup d'agriculteurs de la commune de Bechloul, et les autorités doivent intervenir le plus rapidement possible pour arrêter ce massacre environnemental», se sont plaints des protestataires. «Nos cultures sont menacées. Nous voulons que le P/APC de Bechloul et le wali interviennent et sanctionnent les responsables de cette unité qui ne respectent pas les normes de

sécurité et de l'environnement», ont-ils insisté. En réaction à cette action de protestation, le président de l'Assemblée populaire communale de Bechloul, Ammouche Abdelkader, a expliqué à l'APS que des commissions avaient été dépêchées auparavant sur le site de cette usine qui, a-t-il reconnu, «porte atteinte à l'environnement et à la santé des riverains».

Reda A.

Financement du développement local

# Quel rôle pour les communes ?

**À tort ou à raison, les communes sont généralement les structures les plus «accablées» par tous les griefs que les populations ne manquent pas de leur décocher en relation avec le cadre de vie, le développement local et l'état de fonctionnement des services publics.**



Par Saâd Taferka

Autrement dit, vu la proximité géographique de l'Assemblée communale, première structure de base de toute la pyramide institutionnelle du pays, elle est appelée à vivre ce «destin» peu flatteur, d'être au cœur de la critique et de la contestation, et à faire de son mieux afin de faire prévaloir les intérêts de la population et des administrés, y compris là où ses prérogatives arrêtaient de s'exercer, à l'exemple des services relevant de Sonelgaz, de l'ADE, de l'ONA, des Travaux publics, du Cadastre...etc.

Si, par le passé, les citoyens étaient plus ou moins bien servis malgré toutes les insuffisances connues des services communaux sur les plans technique, managérial ou social -, les choses ont évolué depuis le début de la crise financière qui affectent les recettes extérieures du pays et le budget de l'Etat, généralement dans le sens de la régression de la qualité et du volume des services publics assurés par les communes ou leurs services connexes. En effet, la crise n'a pas manqué de déteindre sur l'ensemble des segments de la vie économique et de diffuser insidieusement le souffle des remises en cause au niveau de toutes les articulations de la pyramide institutionnelle du pays.

L'un des signes manifestes des conséquences de la crise financière sur la vie de chaque jour des Algériens, c'est bien l'état de «quasi abandon» dans lequel se

trouvent plusieurs centaines de communes du pays. Le gel des projets d'équipements publics au début de 2015, la contraction des plans communaux de développement et la difficulté de certaines municipalités à payer le salaire même des travailleurs, s'est greffé de façon dramatique au malaise qui a pris en otage les collectivités locales du temps déjà où l'Algérie baignait dans l'aisance financière. Un malaise étendu dans le temps, qui a pour «vocation» de déboucher sur les barricades, les fermetures de mairies et de sièges de daïra et des manifestations de rue.

## Le wali, un agent de développement

Les regroupements avec les walis du pays organisés par le gouvernement au courant de l'année 2016 indiquaient bien, pour les premiers responsables exécutifs des wilayas, que la crise était bien en train de «faire du chemin». Le gouvernement ayant subi les premières pressions de la crise financière, a tenu à faire des walis de «véritables agents de développement», capables d'attirer les investissements sur leurs territoires respectifs, afin, soutient-on, de «pouvoir faire face à la crise des revenus pétroliers par la diversification des investissements». Mais, outre le rappel de cette mission dont devraient se charger de façon efficace les walis, le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire avait tenu à mettre en exergue le nouveau rôle qui échoit aux commune

dans la création de richesses, aussi bien par l'impératif de développer l'attractivité des territoires que par la nécessité d'élever l'efficacité dans le recouvrement de la fiscalité locale. Néanmoins, au vu de l'héritage de l'ancienne gestion au niveau des communes, on tente ici la gageure de passer, de but en blanc, de l'assistanat généralisé, permis par les recettes pétrolières, à la gestion de la commune sous la forme d'une entreprise! C'est là un pari qui ne peut faire réunir toutes les chances de succès sans des réformes profondes au sein des structures concernées, aussi bien dans les articulations administratives (organigrammes, redéfinition des missions et prérogatives) que dans la dimension de la formation aux nouvelles techniques de gestion et de management.

Le ministre de l'Intérieur insiste sur la nécessité que les communes passent au système d'autofinancement. Il «met une croix» sur le budget de l'Etat dans le concours au développement des communes. «L'argent du budget de l'Etat suffira à peine à payer les fonctionnaires», lâchera Bedoui lors du regroupement avec les walis. C'est là un aveu qui n'a pas encore frayé un chemin vers l'entendement de certains élus locaux, habitués qu'ils sont à une «couverture» de tous les risques par le budget de l'Etat.

S'agissant du financement du développement local et de la nécessité d'impliquer de façon optimale les communes, l'ancien Premier ministre, A.Sellal, avait

développé un discours plutôt ambigu, faisant valoir tantôt des «difficultés financières» qui ne permettaient plus de vivre comme avant, tantôt un «matelas» de réserves de changes qui réservait toujours une marge de manœuvre de trois ans. On sait ce que sont devenues aujourd'hui ces réserves de changes, réduites à environ 90 milliards de dollars, dans un contexte mondial qui n'invite pas nécessairement à l'optimisme, malgré le niveau actuel du baril, échangé sur les marchés internationaux entre 74 et 76 dollars. Néanmoins, l'ancien responsable de l'Exécutif n'en appelait pas les walis de faire des collectivités locales «un principal appui à l'Etat, à travers le développement de son rôle économique de manière active et efficace, dans l'objectif d'une création de richesses et de nouveaux postes d'emploi, ainsi que l'assise d'une nouvelle dynamique productive favorisant la diversification de l'économie nationale». Ces orientations adressées aux walis tombèrent dans un moment de constat affligeant concernant la santé financière des communes. En effet, dans la même année, les statistiques du ministère de l'Intérieur établirent que près des deux tiers (2/3) des 1 541 communes d'Algérie étaient pauvres.

## 958 communes déclarées pauvres

D'après une classification faite par ce ministère de l'Intérieur, basée sur un ratio de richesse, qui prend en compte les ressources

de la commune et sa population, 62% des communes (958 communes) sont classées pauvres en 2015, contre 31% (480 communes) classées moyennes et 7% (103 communes) sont considérées comme riches. L'intervention de la Caisse de garantie des collectivités locales (Cgcl), remplaçant l'ancien Fonds commun des collectivités locales (Fccl), a permis, jusqu'à présent, de faire jouer la péréquation en vue de couvrir les dépenses incompressibles des collectivités locales. Avec une telle arithmétique (gymnastique ?), aucune commune du pays n'est déclarée déficitaire depuis 2010. Nécessairement, il y a fausse donne.

Comme l'a souligné le directeur des finances locales au sein du ministère de l'Intérieur au cours d'un séminaire portant sur la gestion des finances, à l'origine de ce dysfonctionnement, il y a notamment «la faiblesse des ressources humaines des collectivités et le chevauchement qui existe entre leurs missions et celles de l'Etat». De même, explique-t-il, «le rendement de la majorité des impôts profitant aux communes reste infime, alors que la structure fiscale favorise fréquemment les régions industrielles ou commerciales». La structure de la fiscalité alimentant les caisses des communes se présentent comme suit: 60 à 65% des ressources proviennent des recettes fiscales locales, 20 à 30% de dotations budgétaires de l'Etat et 10% de ressources patrimoniales.

Le gouvernement compte faire valoir de façon définitive l'«orthodoxie budgétaire» dans la gestion des communes- consistant en la consommation de toutes les ressources antérieures, pour en demander de nouvelles -, après un parcours de gestion, étendu sur des décennies, fait d'approximations, de calculs au pifomètre et de gabegie. Il se trouve, malheureusement, que le passif de cette gestion - pour des institutions figées dans le moule que leur a imprimé l'hypercentralisation des institutions de l'Etat et le rôle fort modeste qui revient aux élus - ne peut pas être effacé d'un revers de main, si la philosophie même des ces structures de base de la République n'est pas revue et rehaussée selon les exigences d'une gestion moderne, portée sur le service public et la citoyenneté.

Avec le nouveau code des Collectivités locales actuellement en préparation- devant remplacer les codes de la commune et de la wilaya en vigueur depuis 2012, après la révision des anciens textes datant des années 1990 -, les élus locaux, les gestionnaires des communes et les citoyens espèrent un renforcement du rôle des élus, une meilleure démocratisation de la gestion des affaires publiques et une approche participative des problématiques qui se posent sur le terrain. Avec la révision du code communal en 2012, une sorte de déception a été vécue presque par toutes les parties qui tenaient à ce que la décentralisation au sens plein du terme - particulièrement dans le processus de prise de décision et de délibération - fasse partie des grandes réformes engagées par le pays.

S. T.



Etats-Unis

# Baisse plus que prévue des stocks de pétrole brut

**Les stocks américains de pétrole brut ont reculé davantage que prévu la semaine dernière, tandis que les réserves d'essence et d'autres produits distillés ont progressé, selon les chiffres publiés jeudi par l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA).**



**L**ors de la semaine achevée le 31 août, les réserves commerciales de brut ont diminué de 4,3 millions de barils (Mb) pour s'établir à 401,5 Mb, alors que les analystes interrogés par l'agence Bloomberg prévoyaient une baisse plus modeste de 2,9 Mb.

Elles s'inscrivent en baisse de 13,2% par rapport à la même époque l'an dernier et sont au niveau de la moyenne des cinq dernières années à cette période. Également scrutés puisqu'ils

servent de référence à la cotation du pétrole à New York, les stocks de brut WTI du terminal de Cushing (Oklahoma, sud) ont augmenté pour la quatrième semaine de suite, de 500 000 barils pour s'établir à 24,8 millions de barils. Ils restent tout de même près de deux fois moins élevés qu'au début de l'année.

Les réserves d'essence ont, elles, augmenté de 1,8 million de barils, alors que les analystes tablaient sur une baisse de 1,5 million.

Elles sont en hausse de 3,5% par rapport à leur niveau d'il y a un an et sont 7% au-dessus de la moyenne des cinq dernières années.

Les stocks d'autres produits distillés (fioul de chauffage et gazole) ont quant à eux grimpé de 3,1 millions de barils, là où les analystes anticipaient une hausse de seulement 700 000 barils.

Ils restent en baisse de 9,9% par rapport à leur niveau d'il y a un an et de 6% par rapport à la moyenne des cinq dernières

années.

«La progression des stocks de produits raffinés est le reflet de la cadence élevée maintenue par les raffineries alors même que le pic estival de la demande est passé et qu'on s'approche de l'habituelle période des travaux de maintenance», a souligné Robbie Fraser de Schneider Electric.

Les raffineries ont un peu augmenté leur cadence la semaine dernière, à 96,6% de leurs capacités contre 96,3% une semaine auparavant.

La production est parallèlement restée au même niveau: les compagnies pétrolières ont extrait en moyenne 11 millions de barils d'or noir par jour, se stabilisant ainsi pour la troisième semaine de suite à un niveau record.

Les exportations américaines ont un peu baissé, à 1,51 mbj, et les importations ont progressé, à 7,71 mbj. Les Etats-Unis ont au total consommé en moyenne 21,4 mbj de produits raffinés au cours des quatre dernières semaines, en hausse de 3% par rapport à la même période l'an dernier.

La demande d'essence a augmenté de 1,1% et celle d'autres produits distillés de 2,9%.

Le prix du baril de pétrole américain, qui évoluait en légère baisse avant la publication du rapport et avait dans un premier temps peu réagi à ces chiffres contrastés, a finalement creusé ses pertes et perdait 1,10 dollar à 67,62 dollars jeudi en début de soirée sur le New York Mercantile Exchange.

O. B.

Aviation

## Alitalia : l'Italie cherche des investisseurs

**L**e gouvernement italien cherche des investisseurs prêts à prendre une participation dans la compagnie Alitalia, y compris en Chine, a indiqué vendredi le sous-secrétaire d'Etat au Développement économique, Michele Geraci.

«Nous avons rencontré des acteurs potentiellement intéressés, nous sondons toutes les opportunités», a déclaré M. Geraci à l'agence italienne AGI, confirmant une information du quotidien *Il Corriere della Sera*.

M. Geraci, qui fut pendant dix ans professeur d'université à Shanghai et parle couramment le mandarin, a mené cette semaine une mission en Chine visant à accroître la coopération commerciale et les investissements entre les deux pays.

Selon *Il Corriere della Sera*, il a sondé l'intérêt de deux groupes, dont celui d'Air China, compagnie nationale chinoise.

«Nous cherchons un investisseur stratégique, un actionnaire minoritaire (jusqu'à 49% du capital), prêt à relancer la société», a dit Geraci. «Une compagnie aérienne asiatique pourrait être la meilleure solution, beaucoup plus intéressante qu'une allemande qui viendrait nous faire concurrence», a-t-il ajouté, faisant allusion à Lufthansa.

Alitalia, qui emploie quelque 11 000 salariés, a accumulé les pertes ces dernières années face à la concurrence des compagnies à bas prix.

Jusqu'alors détenue à 49% par Etihad

Airways, la compagnie a été placée sous tutelle en mai 2017, après le rejet par les salariés d'un plan de restructuration prévoyant 1.700 suppressions d'emplois.

Désormais dirigée par trois commissaires nommés par le gouvernement, elle a fait ces derniers mois l'objet de trois manifestations d'intérêt, de Lufthansa, EasyJet et WizzAir.

Mais le nouveau gouvernement populiste italien souhaite que 51% de la compagnie restent sous contrôle de l'Italie, avec un «partenaire qui la fera voler», refusant tout «bradage» en morceaux. Initialement fixée au 30 avril, la date-butoir pour sa cession a été repoussée à fin octobre par Rome.

Reda A.

Mexique

## Reprise de la vente des blocs pétroliers en décembre

**L**e président mexicain, Andrés Manuel Lopez Obrador a annoncé que les ventes aux enchères reprendraient en décembre pour l'attribution de licences pour l'exploitation des blocs pétroliers.

«Un appel d'offres pour l'attribution de licences d'exploitation est en cours de préparation et sera lancé dès les premiers jours de décembre», a déclaré jeudi Lopez Obrador lors d'une conférence de presse. Andrés Manuel Lopez Obrador, à la tête d'une coalition

de gauche qui a remporté haut la main en juillet les élections générales, ne prendra ses fonctions de président que le 1<sup>er</sup> décembre. L'appel d'offres aura lieu après son accession au pouvoir. L'annonce a été faite après que les autorités de régulation du secteur, la commission nationale d'hydrocarbures (CNH), eurent décidé en juillet le report à début 2019 de trois appels d'offres prévus cette année. La Commission avait alors précisé que ce délai lui permettrait «de se concerter avec les nouveaux res-

ponsables pour examiner le processus de ventes aux enchères et les termes des contrats». Elle avait également expliqué que sa décision avait pour but de permettre la participation d'un plus grand nombre d'entreprises, étant donné que plusieurs groupes intéressés par la vente ont demandé de disposer de plus de temps pour présenter des dossiers.

Le président-élu a affirmé que son gouvernement allait oeuvrer pour augmenter rapidement la production pétrolière mexicaine.

«Nous sommes déjà en train de préparer un plan de sauvetage de l'industrie pétrolière», a-t-il dit.

Selon un calendrier initial, 37 gisements de pétrole devaient être mis aux enchères le 27 septembre dans les Etats de Tamaulipas et Veracruz, en plus de nouveaux blocs de pétrole de schiste non conventionnel.

En outre, il était prévu de trouver des partenaires pour l'entreprise publique Pemex dans des gisements situés dans les Etats de Tabasco, Veracruz et Chiapas.

## Suisse Le taux de chômage stable à 2,4% en août

Le taux de chômage en Suisse s'est maintenu à 2,4% en août pour le quatrième mois d'affilée, selon les statistiques publiées vendredi par le secrétariat d'Etat à l'Economie (Seco).

Fin août, 107 893 personnes étaient inscrites au chômage, soit 1.841 de plus que le mois précédent, a indiqué le Seco dans un communiqué, cette très légère hausse étant trop faible pour avoir un impact statistique.

En rythme annuel, le taux de chômage s'est réduit de 20,4% par rapport à août 2017, avec 27 685 inscrits en moins.

Le nombre de postes à pourvoir a quant à lui monté à 36.410, augmentant de 6.406 par rapport au mois précédent.

Le taux de chômage en Suisse se situe sur ses plus bas niveaux depuis dix ans.

Au deuxième trimestre, son produit intérieur brut (PIB) s'est accru de 0,7%, après une hausse de 1% sur les trois premiers mois de l'année, alignant ainsi cinq trimestres ininterrompus de croissance.

Reda A.

Monnaie

## Le peso argentin poursuit sa reprise face au dollar

Le peso argentin reprenait vendredi 1,21% face au dollar, troisième journée consécutive de remontée, alors que le gouvernement négocie avec le Fonds monétaire international (FMI) pour une accélération du programme d'aide à la troisième économie d'Amérique latine. A l'ouverture du marché, le dollar s'échangeait à 37,94 pesos.

Il s'agit de la troisième journée consécutive de reprise du peso qui a connu une dépréciation vertigineuse la semaine dernière. Depuis le début de l'année, le peso argentin a dégringolé d'environ 50% face au dollar.

Le ministre argentin de l'Economie Nicolas Dujvone négocie depuis mardi à Washington avec le FMI pour obtenir une accélération du programme d'aide du Fonds.

R. N.

Reda A.



Maradona au Mexique

# L'ombre encombrante des narcotrafiquants

Diego Maradona n'en finit pas d'alimenter sa légende : «El Pibe de oro» vient cette fois de prendre en main un club de 2<sup>e</sup> division mexicaine, les Dorados de Sinaloa, propriété d'une puissante famille proche du pouvoir politique, mais qui est aussi soupçonnée de liens avec les narcotrafiquants.



**M**aradona, 57 ans, s'est engagé jeudi avec cette équipe mexicaine, une décision qui a soulevé quelques interrogations. Le club est en effet situé dans l'Etat de Sinaloa, d'où est originaire Joaquin Guzman, le parrain des narcotrafiquants plus connu sous le surnom de «El Chapo» et emprisonné actuellement aux Etats-Unis.

Blagues et rumeurs ont fleuri sur les réseaux sociaux à propos de Maradona, qui a longtemps lutté contre son addiction à la drogue. «Maradona va s'installer dans une ville pleine de narcotrafiquants. Qu'est-ce qui pourrait mal tourner ?», s'interrogeait ainsi en plaisantant un utilisateur de Twitter.

Plus sérieusement, la famille Hank, qui gère le club des Dorados, a été accusée de liens avec les cartels de la drogue. Elle possède un véritable empire dans la région, un réseau de casinos, un stade de courses de lévriers à Tijuana, sur la frontière, et le club local de première

division, les «Xolos» de Tijuana, vainqueur du Tournoi d'Ouverture 2012.

## Excentrique

Jorgealberto Rhon a acquis les Dorados en 2013, une équipe moyenne, actuellement 13<sup>e</sup> sur 15 du championnat, mais désormais connue dans le monde entier grâce à l'impact médiatique de Maradona.

Jorgealberto est l'un des fils de Jorge Hank Rhon, le chef du clan, un homme politique de 62 ans qui a été maire de Tijuana de 2004 à 2007 sous les couleurs du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI).

Mais celui-ci a souvent eu affaire à la justice et en 2011, son club des Xolos avait bien failli perdre sa place en première division après que la police eut découvert un arsenal de plus de 80 armes et des milliers de munitions lors d'une perquisition chez lui.

Les autorités soupçonnaient que deux de ces armes aient servi pour commettre des meurtres, mais Hank Rhon, brièvement emprisonné, avait été relâché après seulement 10 jours derrière

les barreaux. Une décision qui avait alors soulevé de nombreuses interrogations. Comme dans les meilleures séries télévisées, le style de vie de Hank Rhon est quelque peu excentrique : grand amateur d'animaux, il possède ses propres arènes ainsi qu'un petit zoo sur sa vaste propriété. Il a d'ailleurs été accusé de trafic d'espèces en danger. Une photo de lui, en compagnie d'un énorme boa, circule sur internet.

Mais Hank Rhon est aussi connu pour ses conquêtes féminines : il a déjà été marié deux fois, bientôt trois, et se vante d'avoir déjà une vingtaine d'enfants, dont un prénommé «Tigre».

## «L'ingénieur»

De quoi faire de cet homme d'affaires un personnage à la fois craint et respecté dans la région.

«Il est controversé, aucun doute, mais beaucoup de gens le soutiennent, c'est une espèce de mécène», explique ainsi Victor Clark, un spécialiste des droits de l'homme et professeur à l'Université de San Diego (Californie). «Il y a un côté philan-

thrope dans Hank Rhon, il aide les nécessiteux. Il y a toujours quelqu'un dans son bureau pour lui demander de l'aide, et il l'accorde très souvent. Si vous avez besoin d'une opération ou d'un traitement médical vous allez le voir», ajoute le Professeur Clark, interrogé par l'AFP. Surnommé «l'ingénieur», Hank Rhon ne fuit pas les journalistes : «Il se montre souvent aimable et répond habilement aux questions. Il vous donnera toujours une bonne histoire si vous lui demandez poliment», raconte un journaliste local, sous couvert de l'anonymat. «C'est un bon client, mais vous devez faire attention : vous n'allez certainement pas lui poser des questions sur le trafic de drogue», souligne-t-il encore.

Ainsi, Hector «Le chat» Félix, de l'hebdomadaire *Zeta*, un des seuls journalistes à avoir enquêté en profondeur sur les activités de Hank Rhon, avait été assassiné en 1988. Deux de ses gardes du corps ont ensuite été condamnés pour ce crime.

L'un d'entre eux est sorti de prison en 2015.

AFP

Egypte

## Peine de mort pour des manifestants pro-Frères musulmans

Soixante-quinze personnes, dont plusieurs dirigeants islamistes, ont été condamnés hier à la peine capitale pour avoir participé en 2013 à un rassemblement de soutien aux Frères musulmans qui s'était achevé dans un bain de sang, a-t-on appris de sources judiciaires.

D'autres accusés ont écopé de peines de prison à perpétuité.

Les condamnés étaient poursuivis pour incitation à la violence, meurtre et organisation de rassemblements interdits.

Parmi les condamnés à mort, figurent des hauts responsables des Frères musulmans, Essam al Erian et Mohamed Beltagi, notamment, ainsi que le prédicateur islamiste Safouat Higazi, ont dit les sources.

Reuters

Corée du Nord

## Kim Jong-un prêt à se rendre en visite en Russie

Le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un a confirmé être prêt à se rendre en visite officielle en Russie, rapporte l'agence de presse russe RIA citant la présidente du Conseil de la fédération, la chambre haute du Parlement, samedi.

Valentina Matvienko, qui a rencontré Kim à Pyongyang, a déclaré que ce dernier «voulait la paix».

«Il a confirmé qu'il était prêt et qu'il souhaitait faire une visite officielle en Russie. Il ne veut pas retarder (cette visite)», a dit la parlementaire.

«Il (Kim) a dit : «rencontrer le président de la Russie est très important pour moi, nous devrions discuter de la stratégie et des perspectives de notre coopération, j'entends bien sûr discuter d'un nombre important de questions sur la situation mondiale», a ajouté Matvienko.

Kim ne pourra pas participer à un forum organisé la semaine prochaine dans la ville de Vladivostok dans l'est de la Russie mais il a prévu d'y envoyer une délégation.

Les autorités nord-coréennes sont en discussion avec les Etats-Unis afin de mettre en place les étapes d'une dénucléarisation de la péninsule coréenne.

Cet apaisement des tensions était au centre du sommet entre Donald Trump et Kim Jong-un au mois de juin à Singapour.

Reuters

Etats-Unis

# Des familles de migrants séparées refusent d'être réunies

**D**es parents de migrants séparés de leurs enfants par l'administration Trump qui sont retournés chez eux refusent d'être réunis avec leurs enfants, car leur pays d'origine est trop dangereux, a déclaré vendredi un avocat de l'American Civil Liberties Union (Aclu).

«Nous avons eu des conversations très dures avec les parents cette semaine. Bien qu'ils veuillent être avec leurs enfants, et c'est déchirant, ils pensent que c'est trop dangereux», a dit Lee Gelernt au juge fédéral de San Diego. Gelernt a indiqué qu'il avait passé du temps la semaine dernière au Guatemala pour essayer de localiser les parents de près de 300 enfants qui se trouvent dans des centres aux

Etats-Unis. D'après lui, près des deux tiers des parents refusent que leurs enfants les rejoignent.

Les parents qui refusent d'être réunis ont généralement des enfants plus âgés qui pourraient être recrutés par des gangs violents s'ils reviennent. De plus, certains ont des membres de leur famille qui vivent aux Etats-Unis et il est peu probable qu'ils aillent dans des familles d'accueil.

Les autorités américaines ont séparé environ 2 600 enfants de leurs parents au moment de leur arrivée aux Etats-Unis, qui pour beaucoup ont fui les violences au Guatemala et au Honduras.

Le 26 juin, un juge de San Diego saisie par l'Aclu a donné un mois à l'administration pour réunir les familles séparées dans le cadre de la «tolérance zéro» prônée par Donald Trump, qui consiste à poursuivre systématiquement les adultes entrés clandestinement aux Etats-Unis.

L'administration Trump a dit jeudi souhaiter se soustraire à l'autorité d'un texte qui encadre les conditions de mise en détention des migrants mineurs et a proposé de nouvelles règles qui permettront que ces enfants soient détenus le temps que dureront les procédures qui les visent.

Reuters

Université Oran 2 Mohamed Benahmed

# Plus de 3 320 nouveaux étudiants inscrits

Pas moins de 3 324 nouveaux étudiants ont été inscrits à l'Université Oran 2 Mohamed Benahmed, au titre de l'année 2018-2019, a-t-on appris jeudi auprès du rectorat de cet établissement de l'enseignement du supérieur.



«**S**ur 4 166 bacheliers affectés à l'université Oran 2, 3 324 nouveaux étudiants ont été inscrits à quelques heures de la clôture de l'opération d'inscription au niveau des cinq facultés qui lui sont rattachées, à savoir celles des sciences économiques, des sciences commerciales et de gestion, du droit et sciences politiques, des sciences sociales, de la géologie et sciences de la nature, des

Langues étrangères et à l'Institut de la maintenance et sécurité industrielle (Imsi)», a indiqué à l'APS, Mohamed Benouazzani, conseiller-directeur au rectorat de cette université.

Au passage, M. Benouazzani a fait observer une baisse du nombre de candidats pour la rentrée universitaire 2018-2019 par rapport à l'année écoulée, qui a vu l'inscription de 5 180 nouveaux étudiants au sein de cette université.

«Cette baisse va permettre à l'université Oran 2 d'être au niveau de son potentiel actuel en termes de places pédagogiques et nous éviter d'être sous pression pour pouvoir gérer au mieux l'université en matière d'enseignement et de formation», a-t-il déclaré.

En matière de formation doctorale, l'université Oran 2 a enregistré une douzaine de nouvelles offres de formation dans différentes spécialités, a fait savoir

M. Benouazzani, mettant en exergue les efforts déployés par l'ensemble des responsables des différentes facultés pour développer les offres de formation à caractère professionnel pour aider à assurer une adéquation-formation en perspective, à la faveur de l'ouverture de l'université au monde socio-économique.

Au chapitre des conventions, la vice-rectrice chargée des relations extérieures et de la coopération, Hind Belkheir a indiqué que six conventions relevant du cadre socio-économique ont été élaborées, dont la plus récente a été signée au mois d'août dernier avec la Société de transport du tramway (Setram), au profit des personnels de l'université, rappelant la signature, durant l'année 2017-2018, de neuf conventions inter-universités, notamment avec celles des Etats-Unis d'Amérique, d'Espagne, de France et de Turquie.

En outre, il a été procédé à la signature de plusieurs conventions dont notamment celles avec EMS champion Poste portant sur l'acheminement et la distribution du courrier à l'échelle internationale, l'Ecole supérieure de l'air (ESA) de Tafraoui (Oran) et l'Ecole supérieure de l'administration militaire (Esam) d'Oran.

En matière de recherches et de coopération, l'université Oran 2 s'est intégrée dans deux projets à dimension internationale (Cmep Tassili) dans l'image, fiction et relation Nord-Sud, la géochimie et isotopique des sources thermominérales de la région Ouest, a-t-elle signalé.

Outre l'octroi de bourses au profit d'étudiants en sciences commerciales pour des formations codiplômantes, en alternance, notamment aux Etats-Unis et en France, il est prévu également, pour cette année l'attribution de bourses à l'étranger pour une trentaine d'étudiants dans différents programmes de recherche, en Angleterre, France, Tunisie et Jordanie, a-t-on ajouté de même source.

R. O.

UST d'Oran

## 92% des nouveaux bacheliers ont validé leur inscription

Un taux de validation de 92% a été enregistré, jeudi, à la clôture de la période des inscriptions définitives des nouveaux bacheliers à l'Université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed Boudiaf (Usto-MB), a indiqué le chargé de communication de cet établissement.

«La période des inscriptions définitives a été clôturée cet après-midi, révélant validation par 3 500 bacheliers sur les 3 816 affectés à l'Usto-MB après orientation par la tutelle», a précisé à l'APS, Maâmar Boudia.

Les retardataires n'ayant pas déposé leur fiche de vœux peuvent encore saisir l'opportunité de s'inscrire via la plate-forme en

ligne accessible du 7 au 9 septembre pour les transferts internes ou externes, a fait savoir M. Boudia.

Les nouveaux inscrits sont répartis à travers neuf filières dédiées aux sciences et technologies (1 589), sciences de la nature et de la vie (585), mathématiques et informatique (368), génie maritime (297), architecture (238), hydraulique (180), sciences et techniques des activités physiques et sportives (123), métallurgie (68), et sciences de la matière (49).

Les cours pour les nouveaux bacheliers débutent le 16 septembre prochain, a-t-il signalé, ajoutant que pour les autres étudiants la rentrée est fixée au 9 septembre

(2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> année de licence, et 2<sup>ème</sup> année de master) et au 23 septembre (1<sup>ère</sup> année de master).

A l'Usto-MB, la nouvelle année universitaire 2018/2019 est aussi marquée par l'ouverture de deux parcours professionnalisants, de niveau master, dédiés à deux segments de l'industrie chimique, à savoir corrosion et protection et génie des plastiques. Cette initiative visant à promouvoir l'insertion professionnelle des diplômés, a été concrétisée à la faveur d'une convention-cadre conclue en juin dernier avec la Société nationale des hydrocarbures Sonatrach, a rappelé le chargé de communication de l'Usto-MB.

H. M.

## Campagne de contrôle de la conformité des constructions

Les autorités de la wilaya d'Oran ont décidé de lancer une large campagne de contrôle de la conformité des constructions, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya.

Ce dossier a fait l'objet d'une réunion présidée par le wali d'Oran, Mouloud Chérifi, en présence des responsables d'un nombre de communes et de services compétents, où il a instruit les responsables concernés d'effectuer des sorties d'inspection au niveau des axes routiers des cités pour contrôler la conformité des constructions au permis de construction.

Dans ce cadre, il a été décidé l'ouverture d'une enquête sur un privé qui a construit un immeuble de cinq étages au sein d'un complexe d'habitat individuel au boulevard Millénum, a-t-on fait savoir, soulignant que l'inspecteur d'urbanisme de la wilaya a été blâmé à ce sujet.

La cellule de communication de la wilaya a indiqué que cette réunion a abordé le problème de détérioration des routes et de fonçage des puits notamment.

Mouloud Chérifi a donné, à cette occasion, des instructions aux responsables locaux pour mener des campagnes de lutte contre certains phénomènes altérant l'environnement et l'urbanisme.

R. M.

## Projet de consolidation du réseau d'assainissement

Plus de trois milliards de dinars ont été dégagés pour financer douze opérations visant à moderniser et consolider des réseaux d'assainissement à travers le territoire de la wilaya d'Oran, a-t-on appris jeudi de la direction locale des ressources en eau.

Ces projets sont répartis sur trois segments: l'éradication des fosses septiques, la protection des centres identifiés inondables à travers la wilaya et des actions liées aux préparatifs des Jeux méditerranéens qu'abritera Oran en

2021, a-t-on expliqué de même source.

Pour l'éradication des fosses septiques, cinq opérations dont les études sont achevées sont en cours de lancement pour un montant global de plus de un milliard de DA.

Ces projets concernent les daïras d'Oran, Bethioua, Aïn El Turck, Arzew et Senia. Ils consistent en la réalisation des réseaux d'assainissement des agglomérations secondaires ainsi que la modernisation des réseaux des vieux quartiers

de ces localités.

Par ailleurs, quatre autres projets seront lancés pour protéger des centres identifiés inondables à travers la wilaya. Leur financement nécessitera une enveloppe de 1,6 milliard de DA. Ces opérations, en voie de lancement, toucheront plusieurs localités et permettront de protéger les localités de Tafraoui, El Ançor et Gdyl des risques d'inondation.

Ces projets auront un impact positif sur la vie quotidienne des citoyens puisqu'ils permettront un meilleur traite-

ment des eaux pluviales et protégeront les riverains et leurs bâtis des risques inondations, notamment durant la période hivernale.

Enfin, quatre autres opérations sont retenues dans la perspective des Jeux méditerranéens de 2021. Une enveloppe de 1,25 milliard de DA est dégagée pour la réalisation d'un collecteur d'assainissement afin de raccorder le futur village méditerranéen, en cours de réalisation, en plus d'autres travaux annexes.

H. Y.



Constantine

# Transfert du projet du complexe animalier dans la région de Bouragba

**Le projet de réalisation d'un complexe animalier moderne à Oued H'mimime, dans la commune d'El Khroub (wilaya de Constantine), sera transféré dans la région de Bouragba, dans la localité de Salah Derradji, a indiqué, jeudi, le président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) de cette collectivité locale.**

Le site originel situé à El Fentaria, dans la localité de Oued H'mimime (El Khroub), préalablement retenu pour abriter ce complexe animalier moderne, a été "abandonné et délocalisé sur décision du chef de l'exécutif local, car le terrain se trouve à proximité d'un site destiné à accueillir un programme de logements de type AADL", a précisé, à l'APS, Boubaker Bouras. S'étendant sur une superficie de 13 ha, le terrain de Bouragba pour lequel une commission pluridisciplinaire regroupant plusieurs secteurs a opté, offre l'avantage d'être éloigné des concentrations urbaines, a-t-il affirmé, contrairement à celui de la région d'El Fentaria.

Selon le président de l'APC d'El Khroub, le terrain de Bouragba devra toutefois recevoir l'aval des autorités centrales, d'autant que, souligne-t-il, celui-ci est situé sur une terre agricole en exploitation, nécessitant



notamment un déclassement.

A noter que le projet de construire un complexe animalier moderne à El Khroub a été annoncé en décembre 2016 par l'ex-président de l'APC, Pr. Abdelhamid Aberkane, avec pour objectif de délocaliser l'ancien marché à bestiaux de cette commune qui occupe une superficie de 8 ha en plein cœur de la ville.

Selon l'étude du projet, ce complexe devait s'étaler sur une surface bâtie (couverte) de près de 2000 m2 et comporter trois (3) étables, trois (3) hangars pour les ovins, bovins, caprins et volailles, un bâti-

ment administratif, un point de contrôle vétérinaire, un espace de négociation, 52 locaux commerciaux, un poste de sécurité et un espace réservé à l'abattoir.

La pose de la première pierre de ce complexe animalier à El Fentaria, devait avoir lieu début juillet 2017, à l'occasion de la célébration de la fête de l'Indépendance, mais le lancement des travaux été suspendu à cause de "réserves" émises par les services de la wilaya relatives à l'étude du projet réalisée par les services techniques de la commune d'El Khroub.

Reda A.

Djelfa

## Sensibilisation sur les infractions liées au transport des enfants

■ Une campagne de sensibilisation sur les infractions liées au transport des enfants a été initiée, jeudi, par les services de la sûreté de wilaya de Djelfa, en direction des usagers de la route, dans le cadre de leurs efforts visant la diffusion de la culture routière.

L'opération, organisée au centre ville de Djelfa, a consisté, entre autres, dans la distribution de dépliants et brochures d'information à ce sujet, au profit des conducteurs de véhicules, tout en leur prodiguant des conseils sur les risques encourus par les enfants à cause de certains réflexes non conformes au code de la route, dont notamment le fait d'assoir un enfant à la place avant du véhicule, ou qu'il sorte sa tête de la fenêtre ou du toit de la voiture, a-t-on signalé.

De nombreux usagers de la route, interrogés par l'APS, durant la distribution de dépliants d'information à leur profit, se sont accordés sur le bien fondé de cette campagne, menée par les agents de la police, au sujet des conséquences liées à certains réflexes négatifs adoptés inconsciemment par les usagers de la route.

Les cortèges de mariage enregistrant une profusion de têtes d'enfants hors des fenêtres des véhicules sont en tête de liste de ces réflexes négatifs, qui sont légion à Djelfa, a-t-on signalé.

L'opportunité de cette campagne a, également, donné lieu à la présentation des mesures de sécurité mises en place par la sûreté de wilaya de Djelfa, à l'occasion de la rentrée scolaire 2018/2019, en vue de sécuriser les établissements éducatifs locaux et assurer la fluidité du trafic routier.

T. M.

## Le CET de Zighoud Youcef définitivement fermé

■ Le ministère de l'Environnement et des énergies renouvelables a décidé la fermeture définitive du centre d'enfouissement technique (CET) de Daghra, dans la daïra de Zighoud-Youcef au nord-est de Constantine, à l'arrêt depuis 2016, a-t-on appris jeudi, de responsables de la wilaya.

L'annulation de l'exploitation de ce CET a été prise par le ministère de tutelle, en se basant sur les rapports établis par les membres des commissions d'enquête dépêchées sur les lieux pour s'assurer de la faisabilité de ce centre, dont l'emplacement a été vivement contesté par les habitants de cette région, a fait savoir la même source, affirmant qu'il a été décidé la fermeture définitive de cette structure et de la remplacer par un autre projet. Les

commissions ministérielles dépêchées sur les lieux avaient reconnu que «l'emplacement de ce CET n'était pas convenable, car situé sur un terrain forestier, non loin des zones urbaines», elles (commissions) ont constaté également que cette structure «ne dispose pas d'équipements nécessaires pour un fonctionnement équilibré (stations du traitement du lixiviat)», a-t-on souligné.

La même source a détaillé qu'il a été décidé d'installer de nouveaux équipements d'accompagnement pour le bon fonctionnement de ce CET, notamment la station de traitement du lixiviat, mais cette «option» avait été abandonnée pour des raisons «techniques et financières», a-t-on indiqué.

Mettant l'accent sur l'importance de respec-

ter les normes environnementales et sanitaires dans la réalisation des différents projets de développement local, la même source a précisé que l'inexistence d'une station de traitement de lixiviat (liquide produit par les déchets) dans ce genre d'infrastructures provoque la pollution de la nappe phréatique.

Les autorités locales s'attèlent dorénavant à étudier les projets dont ont besoin les habitants et qui peuvent être réalisés sur ce site, a-t-on encore assuré, ajoutant que le chef de l'exécutif local avait demandé au responsables de cette collectivité locale d'établir des propositions de projets que doit accueillir de site et «de les mettre à l'appréciation des autorités locales et des citoyens également».

T. C.

Mila

## Un budget mobilisé pour la prise en charge des dépenses des écoles primaires

Un montant de l'ordre de 910 millions de dinars a été alloué par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire pour la prise en charge des dépenses des écoles primaires dans la wilaya de Mila, a indiqué le chef de l'exécutif local, Ahmouda Ahmed Zineddine.

En marge de l'ouverture de l'année scolaire 2018-2019, donnée depuis l'école Hmida Mezhoud de la commune Grarèm Gouga (Nord de Mila), M. Ahmouda a précisé mercredi que ce budget, réservé dans le cadre du Fonds de garantie et solidarité des collectivités locales consacre 360 millions de dinars

pour l'entretien et la gestion des écoles primaires et 550 millions DA destinés à la restauration scolaire.

Saluant le «bond qualitatif» réalisé par le secteur de l'Education nationale depuis l'année 2000 à ce jour, le chef de l'exécutif local a fait état de la réalisation à Mila durant cette période de 167 établissements scolaires, soit 30 lycées, 57 CEM (collèges d'enseignement moyen) et 63 écoles primaires, ajoutant que les travaux se poursuivent actuellement pour le parachèvement des chantiers de 17 autres établissements éducatifs.

Le secteur de l'Education sera renforcé par 1.007 nouveaux postes pour cuisiniers, aides cuisiniers et agents d'entretien et environ 20 nouveaux restaurants scolaires, selon le même responsable.

Le wali a inauguré à cette occasion l'école Hmida Mezhoud, la première à l'échelle de wilaya fonctionnant à l'énergie solaire et ce conformément, a-t-il dit, aux directives du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire visant la rationalisation de la consommation de l'énergie électrique.

La réalisation de ce projet a nécessité un

investissement de plus de 9 millions DA en plus du coût de la construction de l'infrastructure de 200 places, estimé à 65 millions DA, selon les explications fournies sur place.

Pour sa part, la directrice locale de l'Education, Souad Keramcha, a fait part du lever de gel sur plusieurs projets, à savoir trois (3) groupes scolaires, 56 classes d'extension, 19 cantines scolaires, six (6) unités de dépistage et de suivi (UDS) et six (6) salles de sports, en plus, a-t-elle ajouté, du lever de gel récemment sur les opérations de rénovation des équipements scolaires.

K. M.



# CONFLITS

Face aux pressions américaines

## Rohani fait référence à la guerre Iran-Irak pour appeler à l'unité

Le président iranien, Hassan Rohani, a évoqué hier le souvenir de la guerre dévastatrice entre l'Iran et l'Irak pour appeler à l'unité face aux difficultés économiques et aux pressions américaines.



«**A**ujourd'hui, le gouvernement est en première ligne. C'est une guerre économique, psychologique et de propagande», a déclaré M. Rohani à la télévision d'Etat.

«Nous avons connu de bons et de mauvais jours durant la «Défense sacrée», a-t-il poursuivi, utilisant l'appellation officielle iranienne pour faire référence au conflit avec l'Irak, qui a fait, selon certains bilans, un million de morts dans les deux pays entre 1980 et 1988.

«Mais notre nation n'a jamais baissé les bras. Et aujourd'hui non plus, notre nation ne s'agenouillera pas face à la pression de ce nou-

veau groupe à la Maison-Blanche», a-t-il ajouté.

L'économie iranienne est en grande difficulté ces derniers mois en raison notamment du retrait de Washington de l'accord nucléaire de 2015. Ce texte signé avec plusieurs grandes puissances, avait alors permis la levée des sanctions économiques en contrepartie d'un contrôle sur le programme atomique iranien. Même si les pays européens restent engagés dans cet accord historique, le rétablissement des sanctions américaines affecte durement l'économie.

Les prix continuent d'augmenter et les pénuries se multiplient tandis que la monnaie iranienne - le rial - s'est dépré-

ciée de 70% face au dollar depuis un an.

M. Rohani a accusé les Etats-Unis de faire pression sur l'Iran tout en appelant «chaque jour» à des négociations.

«Que faut-il croire ? Vos messages ou vos brutales actions ? Si vous voulez le bien des Iraniens, pourquoi faites-vous pression sur eux ?» a-t-il lancé.

Il a appelé à l'unité au moment où il est sous pression à la fois des réformateurs et des conservateurs qui critiquent sa gestion de la crise économique.

«Nous ne pouvons combattre à la fois l'Amérique, la gauche et la droite. Nous ne pouvons combattre sur trois

fronts», a-t-il insisté.

Le président iranien a toutefois reconnu l'aggravation des problèmes économiques.

«Mais nous ne pouvons pas abandonner nos objectifs en raison de difficultés passagères. Rappelez-vous ces temps de guerre, nos souffrances nous avaient finalement conduits à des victoires», a-t-il argué.

Le discours de M. Rohani a été prononcé lors d'un événement en hommage à Mohammed-Ali Rajaï, le deuxième président d'Iran, dont l'assassinat en août 1981 avait été attribué au mouvement Les Moudjahidine du peuple (MEK), opposants au régime iranien.

AFP

Irak

### Réunion au sommet sur Bassora à feu et à sang

Le Premier ministre irakien Haider al-Abadi a dénoncé samedi un «sabotage politique» à Bassora, ville pétrolière où 12 personnes sont mortes cette semaine dans des manifestations émaillées de violences, pour dénoncer l'incurie des politiques face au marasme social.

Convoqué devant le Parlement pour une réunion de crise avec plusieurs de ses ministres, M. Abadi a appelé à faire la distinction entre ce qu'il a dénoncé comme «la dimension politique» du mouvement et «la question des services publics».

Les Irakiens qui pâtissent depuis des années de pénuries d'eau et d'électricité réclament à l'Etat d'enfin assurer leur approvisionnement, d'autant que les recettes pétrolières atteignent des records (7,7 milliards de dollars en août). Devant 172 députés sur les 329 élus en mai, les ministres chargés des forces de l'ordre ont eux assuré avoir procédé à un grand ménage parmi leurs troupes, sous le feu des critiques des défenseurs des droits de l'Homme pour leur action lors des manifestations à Bassora.

Vingt-sept personnes sont mortes depuis le début des troubles en juillet dont 12 manifestants tués uniquement cette semaine.

Signe des tensions entre Bagdad et cette région côtière, M. Abadi et le gouverneur de Bassora, Asaad Al-Eidani, présent au Parlement, se sont invectivés.

Le second, pourtant co-listier de M. Abadi aux législatives, a reproché au chef de gouvernement de ne pas saisir l'ampleur de la crise, tandis que ce dernier lui rétorquait que sa place était plutôt à Bassora qu'à Bagdad.

Alors que la ville pétrolière a connu une nouvelle nuit de feu et de sang vendredi, le gouvernement a annoncé avoir de nouveau débloqué des fonds. Il n'a donné aucun détail sur ces sommes ni quand elles seraient envoyées, alors que les manifestants affirment n'avoir jamais vu arriver les premiers milliards de dollars d'urgence annoncés en juillet.

Le député Falah al-Sari, élu du bloc pro-iranien a «un calendrier clair». Il a, en outre, réclamé qu'une commission parlementaire, comprenant des députés de Bassora, suive l'avancement des mesures gouvernementales.

AFP

Yémen

### Le nouveau round de consultations s'achève en l'absence des Houthis

Le nouveau round de consultations visant à relancer le processus de paix au Yémen, sous l'égide de l'ONU, a pris fin hier à Genève en l'absence de l'opposition houthis.

L'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies pour le Yémen, Martin Griffiths, a reconnu lors d'une conférence de presse dans la matinée que l'ONU n'était pas parvenue à faire venir la délégation houthis à Genève.

Il a toutefois assuré qu'il n'y avait «aucun blocage fondamental» dans le processus de consultations.

«Nous ne sommes pas parvenus à faire venir ici la délégation de Sanaa (Houthis). Nous n'avons tout simplement pas réussi», a regretté devant la presse le diplomate de nationalité britannique, se montrant extrêmement prudent sur la suite des événements. «Il est trop tôt de dire quand se tiendront les prochaines consultations», a-t-il dit.

Le ministre yéménite des Affaires étrangères, Khaled Al Yamani, a aussitôt fustigé devant les journalistes l'attitude «totalement irresponsable» des Houthis, leur reprochant de «manquer de sérieux sur le chemin vers la paix». Mais le ministre s'est montré aussi sévère envers l'envoyé spécial de l'ONU, «qui excuse l'absence» des Houthis. «Le manque de pression (sur les Houthis) les a encouragés à considérer avec dédain les efforts déployés».

«Nous sommes mécontents des propos de M. Griffiths, mais nous soutenons totalement ses efforts et nous continuerons de le faire», a poursuivi Khaled Al Yamani.

M. Griffiths a indiqué avoir eu des «discussions fructueuses» ces derniers jours avec la délégation du gouvernement yéménite, qui ont porté sur les mesures permettant d'instaurer la confiance, notamment concernant les prisonniers, l'accès à l'aide humanitaire, la réouverture de l'aéroport de Sanaa, ainsi que diverses questions économiques.

Reda A.

Syrie

## Frappes russes contre Idleb, les plus intenses depuis un mois

**L**a Russie a mené hier les raids aériens les plus «intenses» depuis un mois contre la province d'Idleb, ultime bastion rebelle dans la Syrie en guerre, le régime de Damas larguant également des barils d'explosifs, selon une ONG. Ces bombardements sur cette province que le président syrien Bachar al-Assad et la Russie menacent d'un assaut ont tué au moins quatre civils, dont deux enfants selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh).

Près de 60 frappes aériennes ont été conduites au cours des trois dernières heures sur plusieurs localités du sud et du sud-est d'Idleb, par l'armée russe alliée au régime Assad, selon l'Osdh. L'aviation syrienne a de son côté largué des barils d'explosifs sur ce secteur, a ajouté la même source.

Le directeur de l'ONG, Rami Abdel Rahmane, a indiqué à l'AFP, que l'armée

syrienne poursuit ses bombardements à l'artillerie lourde contre plusieurs positions jihadistes et rebelles, dont certaines ont été désertées.

Selon l'Osdh, des frappes aériennes russes avaient déjà fait cinq morts vendredi alors qu'elles visaient des positions de Hayat Tahrir al-Cham, l'organisation jihadiste créée par l'ex-branche syrienne d'Al Qaïda qui contrôle 60% d'Idleb, ou encore celles d'Ahrar al-Cham, un puissant groupe rebelle islamiste.

Il s'agit des raids les plus intenses dans le nord syrien depuis l'attaque menée le 10 août contre la localité d'Orum al-Koubra, ayant fait 53 morts, dont 41 civils, selon l'Osdh.

Cette recrudescence de violence intervient au lendemain de l'échec d'un sommet tripartite à Téhéran ayant réuni les présidents russe, turc et iranien qui avaient pour objectif de décider du sort de

ce dernier fief insurgé.

«Le gouvernement syrien a le droit de prendre sous son contrôle la totalité de son territoire national, et doit le faire», a fait valoir vendredi Vladimir Poutine, rejetant un appel de son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, à un accord de «cessez-le-feu».

Quelque trois millions de personnes, dont la moitié sont des déplacés, vivent dans la province d'Idleb et les poches insurgées des provinces voisines de Hama, Alep ou encore Lattaquié, selon l'ONU.

Une offensive contre Idleb pourrait faire jusqu'à 800 000 déplacés et provoquer «une catastrophe humanitaire», avertissent les Nations unies.

Dès jeudi, des centaines de civils ont commencé à fuir la zone en prévision d'un assaut des troupes gouvernementales.

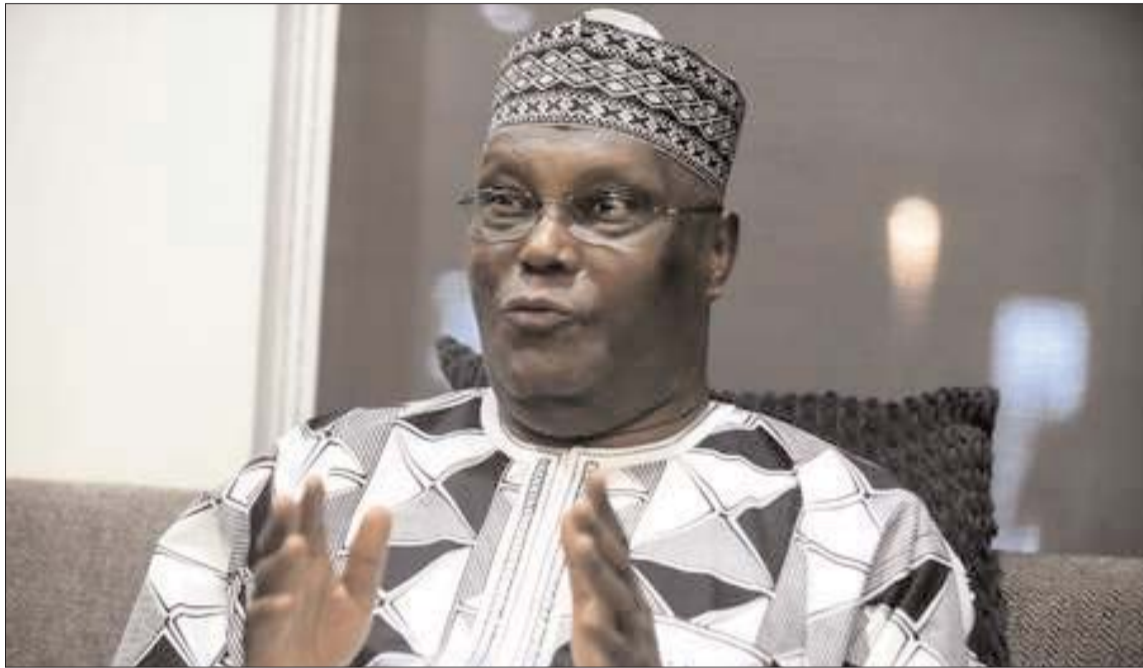
AFP



Plus d'indépendance pour les Etats ?

# Un débat au coeur de la campagne au Nigeria

**Le Nigeria, pays le plus peuplé d'Afrique avec ses 180 millions d'habitants, est divisé en 36 Etats (et sa capitale, Abuja), dont les pouvoirs sont assez restreints en matière de redistribution financière ou de sécurité. Une situation sur laquelle l'un des prétendants à l'élection présidentielle a décidé de faire campagne.**



L'ancien vice-président nigérian Atiku Abubakar, qui est l'un des favoris pour la primaire du principal parti de l'opposition, le Parti Populaire Démocratique (PDP), a remis la question du fédéralisme, très controversée, au centre des débats. "Pendant les dictatures militaires, l'armée a divisé le pays en de nombreux États (pour mieux les contrôler, ndr) et il a concentré beaucoup de pouvoirs au sein du pouvoir fédéral", à Abuja, a-t-il expliqué lors d'une rencontre avec des journalistes internationaux.

"Je pense, pour ma part, que nous devrions revenir aux principes du véritable fédéralisme: transférer plus de pouvoir et de ressources aux Etats en terme de sécurité, de santé et d'éducation".

Selon Atiku Abubakar, âgé de 71 ans et généralement nommé Atiku au Nigeria, ces questions essentielles "seraient mieux abordées par des personnes plus proches du peuple que le gouvernement fédéral, qui est trop éloigné".

Selon les chiffres officiels, en juillet, les 36 États et les administrations locales se sont partagés environ 656,6 milliards de nairas (1,8 milliard de dollars, 1,6 milliard d'euros) sur un budget national de 821,9 milliards de nairas.

## Nord contre Sud

L'argent provient des revenus générés par les États eux-mêmes, mais est ensuite redistribué par Abuja: une situation qui déplaît aux Etats du Sud, commerciaux ou pétroliers qui se sont long-

temps plaints de subventionner le nord, plus pauvre.

L'émergence de groupes armés dans le sud producteur de pétrole a été largement alimentée par ces frustrations, et les militants séparatistes réclament régulièrement une gestion locale des revenus du pétrole et du gaz.

Le Nigeria, fondé par les colons Britanniques en 1914, rassemble plus de 500 ethnies, et il est fortement divisé entre un Nord musulman et un Sud majoritairement chrétien.

"Il y a beaucoup de pays à l'intérieur de ce pays", comme l'explique M. Abubakar, qui fut le vice-président sous la présidence d'Olusegun Obasanjo, entre 1999 et 2007.

Mais pour le président Muhammadu Buhari, qui souhaite

garder le soutien des gouverneurs du Nord, restructurer le pays n'est pas la priorité.

Son bras droit, Yemi Osinbajo a d'ailleurs répondu à Atiku dans une longue lettre publiée dans les journaux locaux, où il explique que le gouvernement fédéral, s'il est bien géré, garantit la bonne exécution des projets d'infrastructures et une meilleure surveillance de la corruption à l'échelle locale.

Pour M. Osinbajo, le programme d'Atiku reste "vague" et "mal pensé".

## Populaire

Atiku, originaire de l'Etat d'Adamawa, Etat pauvre du Nord, reconnaît que "cette proposition n'est pas populaire dans +sa+ circonscription", mais cela le différencie clairement de ses autres concurrents pour la présidentielle, le président Buhari en tête, quasiment tous originaires du nord comme lui.

Cette promesse pourrait donc être un geste politique fort pour obtenir un soutien du sud, qui n'a pas toujours été enclin à soutenir les candidats musulmans haoussas.

La région comprend la mégapole de Lagos, capitale économique de 20 millions d'habitants et un champ de bataille électorale clé pour tout candidat à la présidence.

Le groupe de la société civile Afenifere, dans le sud-ouest yorouba du pays, a d'ailleurs appelé à une plus grande décentralisation.

"Quand le gouvernement fédéral nous parle de bonne gouvernance et promet des routes, ou de dynamiser le développement agricole, ça nous fait bien rire", a déclaré le leader d'Afenifere, Ayo Adebajo, le week-end dernier.

"Encore faudrait-il avoir un

pays (uni), avant que nous puissions connaître le développement", regrette-t-il.

Le Nigeria est déchiré par les problèmes de sécurité des jihadistes de Boko Haram dans le nord-est, des séparatistes du Biafra dans le sud-est, et de la violence entre les agriculteurs et les éleveurs dans les États du centre.

Sans restructurer ce géant économique et démographique, le Nigeria ne parviendra jamais à la paix et à la stabilité, selon lui.

AFP

## Madagascar Le président démissionne pour briguer un deuxième mandat

■ Le président malgache Hery Rajaonarimampianina a présenté vendredi soir sa démission pour, conformément à la Constitution du pays, engager sa campagne pour un deuxième mandat à l'élection prévue à la fin de l'année.

"Cher peuple, le moment est venu pour moi de démissionner conformément à la Constitution. J'ai déposé aujourd'hui à la Haute-cour constitutionnelle une demande d'officialisation de cette démission", a-t-il déclaré lors d'un bref discours télévisé.

Elu en 2013 à l'issue d'une longue période d'instabilité politique, M. Rajaonarimampianina est vivement contesté depuis quelques mois par ses rivaux, qui l'accusent de vouloir les faire taire.

De la fin avril à juin dernier, les partisans de l'opposition sont descendus tous les jours dans les rues de la capitale du pays Antananarivo, pour exiger sa démission ainsi que l'annulation de lois électorales à leurs yeux partisans.

Saisie du dossier, la plus haute juridiction du pays a ordonné la formation d'un gouvernement de coalition qui a permis de sortir de l'impasse et de ramener le calme. Les deux tours de l'élection présidentielle ont été fixés aux 7 novembre et 19 décembre prochains.

M. Rajaonarimampianina y sera notamment opposé à ses deux prédécesseurs, Andry Rajoelina (2009-2014) et Marc Ravalomanana (2002-2009).

Le désormais ex-chef de l'Etat s'est dit vendredi ravi de repartir en campagne. "Les rencontres avec la population dans divers endroits du pays restent de bons souvenirs", a-t-il confié.

Jusqu'à l'investiture de son successeur, l'intérim de la direction du pays a été confié à la deuxième personnalité de l'Etat, le président du Sénat Riko Rakotovo, issu du parti présidentiel.

Reda A.

Avant la vérification du casier judiciaire

## La police exhorte les hôpitaux à soigner les victimes de fusillades

La police nigérienne a demandé vendredi aux hôpitaux du pays de soigner les victimes d'accidents ou de fusillades avant la vérification du casier judiciaire.

Aucune vérification de la sorte n'est nécessaire avant que les victimes d'accidents ou de fusillades ne soient prises en charge, a indiqué dans une déclaration Edet Okon, porte-parole de la police de la ville de Maiduguri (nord-est), tourmentée depuis plusieurs années par des conflits.

M. Okon a déclaré que la police cherchait à rectifier cette impression erronée que les victimes de ces situations ne peuvent pas recevoir de soins sans vérification préalable du casier judiciaire.

Selon lui, la police, qui respecte le caractère sacré de la vie humaine, exhorte toutes les institutions médicales à recevoir ces victimes et à leur prodiguer sans délai les soins nécessaires à leur survie. Le porte-parole a néanmoins précisé

que les cas de fusillades ou d'accidents reçus par un centre hospitalier doivent, en parallèle du traitement, être immédiatement signalés à la police pour qu'elle mène une enquête de suivi et prenne toute autre mesure nécessaire. Il y a quatre mois, le chef de la police de Lagos, Imohimi Edgal, a pris le taureau par les cornes en faisant des déclarations saisissantes sur ce sujet qui fâche.

Reda A.

Royaume du Lesotho

## Inattendu banc d'essai de la 5G

Le petit royaume montagneux du Lesotho a été retenu comme inattendu banc d'essai pour la nouvelle technologie mobile à très haut débit 5G, censée révolutionner les secteurs des télécommunications, du transport et du divertissement.

Depuis quelques semaines, deux entreprises testent dans la capitale Maseru le tout premier réseau 5G disponible sur le continent africain, opéré par Vodacom.

Il propose un débit maximal de 700 mégabits par seconde qui per-

met de télécharger un film en une poignée de secondes.

"Pour nous, c'est un peu un test grandeur nature", a expliqué vendredi à l'AFP Andries Delpont, responsable des nouvelles technologies chez Vodacom.

"Il y a beaucoup d'intox sur les utilisations futures de la 5G. Elle va changer beaucoup de choses (...), on peut commencer à penser sérieusement aux voitures sans conducteur ou aux robots", a-t-il ajouté. "Je peux vous assurer que les habitants du Lesotho sont parti-

culièrement fiers de tout ça".

A ce jour, les premiers heureux utilisateurs de la nouvelle technologie se comptent au nombre de 530, salariés du siège de la Banque centrale du Lesotho et de la compagnie minière Lets'eng. Vodacom prévoit d'étendre rapidement son réseau.

Le déploiement du réseau 5G permet, entre autres, d'éviter de coûteux investissements en fibre optique.

Hors de l'Afrique, la course à la 5G s'est accélérée ces derniers

mois, notamment en Corée du Sud, au Japon, en Chine et aux Etats-Unis où la commercialisation est attendue rapidement.

Encerclé par l'Afrique du Sud, le petit royaume du Lesotho abrite une population de 2,2 millions d'habitants.

Vodacom a indiqué l'avoir retenu pour y déployer sa technologie car il est l'un des seuls pays africains où la fréquence de 3,5 GHz n'a pas encore été attribuée à un opérateur.

AFP



# Obama cible Trump et appelle à la mobilisation

**Barack Obama a dénoncé vendredi avec virulence le lourd silence des républicains face aux dérives de Donald Trump, appelant les démocrates à se mobiliser à l'approche d'élections législatives cruciales.**

«**Q**»

«Qu'est-il arrivé au parti républicain?», a lancé depuis l'Illinois l'ancien président américain, accusant son successeur de «capitaliser sur la peur». Relativement discret depuis son départ de la Maison-Blanche le 20 janvier 2017, le 44<sup>e</sup> président des Etats-Unis avait jusqu'ici soigneusement évité de s'attaquer nommément au 45<sup>e</sup>.

Depuis l'Illinois - Etat qu'il a représenté au Sénat avant d'être élu à la Maison-Blanche - il a décidé d'ôter les gants.

Evoquant la tumultueuse semaine que vient de vivre Donald Trump, l'ex-président démocrate de 57 ans a dénoncé l'idée selon laquelle «tout ira bien parce» qu'il y a des gens au sein de la Maison-Blanche qui, secrètement, ne suivent pas les ordres de l'occupant du Bureau ovale.

«Ce n'est pas comme cela que notre démocratie doit fonctionner!», a-t-il tonné, dans une allusion aux récentes révélations faites par le journaliste d'investigation Bob Woodward dans un livre décrivant un président colérique, inculte, en permanence «contourné» par son équipe, qui tente d'éviter le pire. Stigmatisant ces élus qui s'en tiennent à «de vagues déclarations de désapprobation quand le président fait quelque chose de scandaleux», il a déploré leur manque de cran, de colonne vertébrale.

«Ils ne rendent service à personne en soutenant activement 90% des trucs fous qui viennent de cette Maison-Blanche et en disant: «Ne vous inquiétez pas, on évite les 10% restants», a-t-il martelé.

S'inquiétant d'une administration qui affaiblit les alliances des Etats-Unis et se rapproche de la Russie, M. Obama a aussi



dénoncé les attaques répétées de son successeur républicain contre l'indépendance de la justice ou la liberté de la presse.

## Trump, «symptôme» d'une crise

Après avoir dressé un tableau très sombre de la situation politique aux Etats-Unis, l'ancien président a aussi exprimé son espoir face à la mobilisation en cours.

«Dans cette noirceur politique, je vois un réveil des citoyens à travers le pays», a-t-il affirmé, lançant un appel à tous les démocrates à se rendre aux urnes lors des élections législatives de novembre.

«Vous devez voter car notre démocratie dépend de vous», a-t-il lancé.

«Si vous pensez que les élections n'ont pas d'importance, j'espère que les deux années écoulées ont modifié votre perception», a-t-il martelé. «Vous devez faire davantage que retweeter des hashtags, vous devez voter». Prenant par moments un ton plus strictement politique, il s'est étonné

que son successeur s'attribue tous les mérites d'un soi-disant «miracle économique» américain.

«Quand vous entendez combien l'économie se porte bien, rappelons-nous simplement quand cette reprise a commencé», a-t-il souligné. En déplacement à Fargo, dans le Dakota du Nord, Donald Trump n'a pas laissé passer l'occasion d'ironiser sur l'allocation de son prédécesseur.

«Je suis désolé, j'ai regardé mais je me suis endormi», a-t-il lancé dans les rires, avant d'accuser le démocrate d'essayer de s'attribuer les mérites «des choses incroyables qui se passent dans ce pays en ce moment». En jeu lors des élections du 6 novembre: les 435 sièges de la Chambre des représentants, un tiers de ceux du Sénat et les postes de gouverneur dans 36 Etats.

A deux mois du scrutin, les sondages prédisent une «vague bleue» (démocrate) et les républicains, aujourd'hui aux commandes du Congrès, redoutent de perdre la

Chambre des représentants.

Pour Barack Obama, Donald Trump n'est en définitive que le «symptôme» d'une crise profonde et dangereuse, une forme de désaffection pour la politique qui menace ses fondements même.

«La plus grande menace pour notre démocratie n'est pas Donald Trump, c'est l'indifférence, le cynisme», a-t-il lâché dans un discours très applaudi.

L'ex-président, qui a jusqu'ici consacré l'essentiel de son temps à la rédaction de ses mémoires et à la mise en place de sa fondation à Chicago, retrouvera - temporairement - le chemin des estrades de campagne dans les semaines à venir.

Il sera en Californie samedi et dans l'Ohio jeudi. L'ancienne Première dame Michelle Obama, immensément populaire, a elle aussi l'intention de monter en première ligne, avec des apparitions à Las Vegas et à Miami fin septembre.

AFP

## Nouvelle lettre de Kim à Trump, qui retrouve l'optimisme sur la Corée du Nord

La diplomatie épistolaire continue entre Donald Trump et Kim Jong Un: le président américain, qui attend une nouvelle lettre du dirigeant nord-coréen, a affiché vendredi un optimisme retrouvé sur la dénucléarisation de la Corée du Nord. «Je sais qu'une lettre est en cours de livraison, une lettre personnelle de Kim Jong Un», a dit le milliardaire républicain à des journalistes dans l'avion présidentiel lors d'un déplacement entre les Etats du Montana et du Dakota du Nord. «Je crois que ce sera une lettre positive», a-t-il ajouté, alors que les discussions sur le désarmement atomique de la péninsule coréenne viennent de connaître une phase difficile. Le président des Etats-Unis s'est attardé sur ces échanges de courriers devenus caractéristiques du rapprochement exceptionnel entre les deux pays ennemis qui échangeaient encore, en 2017, invectives et menaces.

«C'est une manière élégante» de communiquer, «comme on faisait il y a de nombreuses années avant tous ces nouveaux engins», a-t-il estimé, expliquant que cette dernière missive avait été «apportée à la frontière» entre les

deux Corées dans la journée de jeudi et devrait lui être remise via le secrétaire d'Etat Mike Pompeo. Une précédente lettre, écrite par le locataire de la Maison-Blanche, avait été remise par Mike Pompeo à son homologue nord-coréen Ri Yong Ho début août en marge d'une réunion ministérielle en Asie. Auparavant, une missive du dirigeant nord-coréen avait permis de remettre sur les rails leur sommet historique du 12 juin à Singapour, que Donald Trump venait pourtant d'annuler. Le nouveau courrier va-t-il aussi permettre de relancer les négociations sur la dénucléarisation, au point mort depuis ce face-à-face inédit?

Alors que les contacts semblaient gelés depuis l'annulation par le président américain, fin août, d'un voyage de Mike Pompeo à Pyongyang, pour cause de progrès insuffisants, une certaine détente semble en tout cas marquer à nouveau les relations.

### Dialogue direct

Selon un émissaire sud-coréen qui s'est rendu cette semaine dans la capitale nord-coréenne, Kim Jong Un «a exprimé sa

ferme détermination en faveur de la dénucléarisation de la péninsule coréenne, de même que l'intention de travailler étroitement avec les Etats-Unis» pour «réaliser cet objectif», et ce «durant le premier mandat du président Trump», qui s'achève en janvier 2021. La même date-butoir que s'est fixé l'administration américaine. Surtout, le numéro un de Pyongyang a assuré, d'après ce compte-rendu, que «sa confiance envers M. Trump» restait «inchangée». Une déclaration saluée à plusieurs reprises par le président américain. «Ce qu'il a dit sur moi était très positif», «il n'y a jamais eu une déclaration aussi positive», s'est félicité vendredi Donald Trump, reprochant à la presse de ne pas en parler suffisamment. «Merci au président Kim. Nous y arriverons ensemble!», avait-il lancé la veille sur Twitter. Selon les observateurs, le dirigeant nord-coréen privilégie un dialogue direct avec le président des Etats-Unis, persuadé de pouvoir lui arracher davantage de concessions en tête-à-tête que lors de négociations entre diplomates des

deux camps.

Depuis le sommet de Singapour, les Nord-Coréens ont d'ailleurs pris soin de ne jamais critiquer Donald Trump, tout en accusant son gouvernement, et notamment Mike Pompeo, d'employer des méthodes de «gangster». Pyongyang voudrait des contreparties rapides, voire préalables, en échange d'avancées vers une dénucléarisation, comme une déclaration ou même un traité pour mettre fin formellement à la guerre de Corée, qui ne s'est conclue en 1953 que par un simple armistice.

Washington, au contraire, réclame un début concret du processus de désarmement avant toute chose, et promet de maintenir jusqu'au bout la pression et les sanctions. «Il y a encore un énorme travail à accomplir» pour «convaincre le président Kim de prendre le tournant stratégique» de la dénucléarisation, a estimé jeudi Mike Pompeo, se montrant plus prudent que Donald Trump. Ce dernier a néanmoins estimé vendredi que son secrétaire d'Etat faisait «un boulot fantastique».

AFP

Brésil



# L'attentat contre Bolsonaro pourrait l'aider dans les urnes

**Jair Bolsonaro, candidat de l'extrême droite à la présidentielle au Brésil, a remercié tous ses soutiens depuis son lit d'hôpital de Sao Paulo après l'attentat qui a failli lui coûter la vie, mais l'a peut-être rapproché du Palais du Planalto à Brasilia.**

**L**e député a remercié depuis son compte Twitter «du fond du cœur, Dieu» et tous ceux qui l'ont aidé «à rester sur Terre» après l'attaque au couteau subie quand il faisait campagne dans le Minas Gerais (sud-est).

Le favori du premier tour de la présidentielle du 7 octobre a été opéré d'urgence et transporté vendredi à l'hôpital Albert Einstein de Sao Paulo, dans une unité de soins intensifs.

M. Bolsonaro, 63 ans, «va rester en observation au moins 48 heures, en raison de la gravité de son état», a déclaré Major Olimpio, député de son Parti libéral social (PSL). Le candidat a souffert de plusieurs perforations de l'intestin et d'une importante hémorragie interne.

Son assaillant, un ancien militant du parti de gauche PSOL, a affirmé avoir agi «sur l'ordre de Dieu». De nombreux soutiens de M. Bolsonaro se disaient convaincus que le Parti des Travailleurs (PT gauche) de l'ex-président Lula avait orchestré cette attaque.

Le clan Bolsonaro a rapidement exploité politiquement les événements.

«Un message pour ces bandits: ils viennent d'élire le nouveau président, et ce sera fait dès le premier tour», a lancé l'un des fils du député, Flávio Bolsonaro, après s'être rendu à son chevet dans la nuit de jeudi à vendredi.

Il a également posté sur Twitter une photo de son père, tout sourire sur son lit d'hôpital malgré une sonde à oxygène, le pouce en l'air, avec le message: «Jair Bolsonaro, plus fort que jamais!».

Ce dernier n'a pas disparu de la scène politique. Bien au contraire, on ne l'a jamais autant vu.

Dans une vidéo choc tournée dans la nuit, allongé sur son lit d'hôpital et visiblement souffrant, il remercie Dieu et ses chirurgiens. L'ancien capitaine de l'armée se désole aussi de ne pas assister comme chaque année au défilé militaire à Rio ce vendredi, jour de l'Indépendance au Brésil.

«Mais nous y serons avec le cœur et l'esprit, plaçant toujours le Brésil au-dessus de tous et Dieu au-dessus de tout», a-t-il affirmé, reprenant son slogan de campagne. La vidéo est devenue virale sur les réseaux sociaux.

## Supporters galvanisés

Cet attentat devrait bénéficier politiquement au favori du premier tour, qui était déjà solidement installé à la 1ère place, avec 22% des intentions de vote, après l'invalidation de l'ex-président Lula, incarcéré pour corruption.

Le dernier sondage montrait aussi que ce nostalgique de la dictature (1964-1985) serait battu dans presque toutes les configurations au 2e tour.

Jimena Blanco, analyste chez Verisk

Maplecroft, a estimé que «l'attaque contre Bolsonaro, qui avait déjà renforcé son avance après l'exclusion de Lula, va avoir un impact direct sur les intentions de vote».

Elle devrait «permettre de faire baisser le taux élevé de rejet» du candidat, qui est de 40%, et «lui apporter davantage de soutien», dit-elle.

Mais l'attentat risque aussi de polariser encore la vie politique. «Pour l'électeur de Bolsonaro, cet attentat est un appel à la lutte», dit à l'AFP Mauricio Santoro, politologue à l'Université de Rio de Janeiro.

«Ça va le mettre dans une posture plus agressive avec le risque de voir une vague de violence dans la rue entre les militants de Bolsonaro et ceux de la gauche». L'absence de Bolsonaro de la campagne pendant au moins une dizaine de jours ne devrait pas l'handicaper outre mesure.

Ses 8,5 millions d'abonnés sur Facebook, Twitter ou Instagram - bien plus qu'aucun autre candidat - sont galvanisés et vont maintenir la flamme, sous la houlette des fils de M. Bolsonaro, très impliqués. «Le fait qu'il ait été poignardé va renforcer le soutien de ceux qui prônent une politique sécuritaire musclée», avec une libéralisation du port d'arme, ajoute Mme Blanco.

En outre, «les autres candidats vont aussi s'abstenir de lancer des attaques politiques frontales, au moins tant que Bolsonaro sera hospitalisé».

C'est ce qu'ils ont déjà fait, retirant les spots télévisés dans lesquels ils décochaient leurs flèches contre le député d'extrême droite.

## Nicaragua : la grève bien suivie à Managua à l'appel de l'opposition

■ La capitale nicaraguayenne a été partiellement paralysée vendredi par une grève de 24 heures du secteur privé à l'appel de l'Alliance de l'opposition pour demander la libération de centaines de «prisonniers politiques» et la reprise du dialogue avec le gouvernement du président Daniel Ortega, a constaté l'AFP.

La crise politique actuelle a causé la mort de plus de 320 personnes depuis avril.

Les rideaux de la majorité des 20 000 commerces et échoppes du Marché oriental, le plus populaire et le plus fréquenté de Managua, sont restés baissés vendredi matin et ses allées étaient quasi désertes.

«La grève est une excellente chose, nous soutenons ainsi les jeunes qui sont emprisonnés, qui sont torturés, qui ne devraient pas être en prison, car c'est seulement pour avoir manifesté», a déclaré à l'AFP une commerçante, Geidy Áreas, âgée de 38 ans.

De même, la majorité des stations service, des banques et des centres commerciaux de la capitale sont restés fermés. Les écoles privées ont observé aussi le mouvement d'arrêt de travail, de même que les cinémas et les librairies.

La route de Masaya, une importante artère commerciale, a été également moins fréquentée qu'à l'habitude.

En revanche, le trafic automobile semblait plus intense que lors des deux précédentes grèves de juin et juillet derniers. Comme d'habitude, les services et entreprises publics n'ont pas arrêté le travail.

En dehors de la capitale, le mot d'ordre de l'opposition a été particulièrement bien suivi dans les départements de León (ouest) et Masaya (sud) où la répression des manifestations des opposants a été la plus dure. Le mouvement a également été bien observé dans le nord du pays et dans le port touristique de San Juan del Sur.

Cependant, dans la banlieue de Managua, beaucoup de commerçants sur la route au nord de la capitale ont travaillé normalement, en invoquant leurs difficultés économiques.

«Il faut bien : j'ai des dettes à la banque et il faut que je donne à manger à mes enfants», a expliqué une vendeuse de repas d'une banlieue industrielle de l'est de Managua où travaillent des milliers d'ouvriers.

«Nous ne pouvons pas arrêter de travailler car j'ai une petite fille de deux ans», s'est aussi excusée María Muñoz, qui vend des sodas en face d'un collège public de Managua.

Tirant le bilan de la journée, le sociologue Cirilo Otero, consulté par l'AFP, a jugé que la grève était «un succès».

«Le dialogue est l'unique voie» pour sortir de la crise qui secoue le pays, assure l'Alliance civique pour la justice et la démocratie, qui regroupe étudiants, entreprises, organisations de la société civile et des syndicats.

Le dialogue sous les auspices de l'Église catholique entre le pouvoir et l'opposition est à l'arrêt depuis juin en raison de la répression des manifestations et du refus du gouvernement de discuter de la démocratisation du régime. L'opposition demande notamment d'avancer à 2019 les élections prévues en 2021.

La crise a commencé le 18 avril par des manifestations contre un projet de réforme de la sécurité sociale aujourd'hui abandonné, qui se sont poursuivies pour demander le départ du président.

L'ancien guérillero Daniel Ortega, 72 ans, est accusé par ses opposants d'avoir mis en place une dictature marquée par la corruption et le népotisme avec son épouse et vice-présidente Rosario Murillo. M. Ortega rétorque que le pouvoir du couple présidentiel est issu des urnes et accuse les États-Unis d'avoir fomenté la révolte.

Au moins 300 personnes sont poursuivies par la justice pour leur participation aux manifestations contre le gouvernement, dont 85 sont accusées de «terrorisme», selon le Haut commissariat pour les droits de l'homme de l'ONU.

AFP

AFP



Canada

# Pas de joints pour les soldats avant de servir

**A un mois de la légalisation du cannabis au Canada, les forces armées de ce pays ont averti vendredi que les soldats à la feuille d'érable ne pourront pas fumer cette herbe au moins huit heures avant de porter l'uniforme.**



La consommation de marijuana sera même interdite 28 jours avant tout déploiement pour les militaires servant dans un sous-marin, dans un avion ou un hélicoptère, ou encore pour ceux pratiquant le parachutisme à haute altitude (environ 4 km de haut), pilotant des drones ou affectés au contrôle aérien.

Le ministère canadien de la Défense précise que «des traces de cannabis restent dans le corps humain pendant 28 jours ou plus après consommation», dans ce nouveau règlement publié sur le site des Forces armées canadiennes.

Pour l'armée, la règle de base, que ce soit pour les soldats comme les civils employés par la Défense, est de s'abstenir de consommer du cannabis huit heures

avant de travailler.

Tous les soldats manipulant des armes ou des explosifs, faisant partie des services d'urgence, conduisant des engins militaires ou participant à un exercice, devront quant à eux éviter de fumer 24 heures avant.

Le règlement dresse une liste d'éléments pouvant aider à identifier des soldats n'ayant pas respecté ces règles telles que: «L'odeur du cannabis, les yeux rouges ou vitreux, l'élocution inhabituelle, la réaction lente, l'inattention, la léthargie, la démarche chancelante». Le Canada est en passe de devenir le 17 octobre le deuxième pays au monde à légaliser le cannabis à des fins récréatives, après l'Uruguay en décembre 2013. Il s'agit d'une promesse de campagne du Parti libéral de Justin Trudeau, le Premier ministre

canadien ayant lui-même reconnu avoir fumé des joints à quelques reprises dans le passé, y compris lorsqu'il était député dans l'opposition.

La Défense rappelle que le cannabis «demeure illégal dans la plupart des pays» et certains États «pourraient refuser l'entrée aux membres des forces armées en raison de leur consommation de cannabis ou de leur implication dans l'industrie légale du cannabis au Canada». De fait, l'armée invite les soldats concernés à prendre les dispositions qui s'imposent pour que cela ne nuise pas à leur déploiement à l'étranger. La non-conformité à ces règles entraînera des mesures administratives, disciplinaires ou les deux, avertit l'armée canadienne.

AFP

Japon

## Séisme sur l'île d'Hokkaido, le bilan passe à 21 morts

Le bilan du puissant séisme de magnitude 6,7 qui a frappé jeudi l'île d'Hokkaido, dans le nord du Japon, s'est alourdi à 21 morts, a annoncé samedi matin le secrétaire du Cabinet, Yoshihide Suga. Six personnes sont en arrêt cardio-respiratoire - un terme utilisé au Japon pour qualifier l'état d'une victime avant la confirmation de la mort - et 13 personnes étaient portées disparues.

La secousse s'est produite jeudi à 03h08 du matin heure locale (18h08 GMT mercredi). Son épicentre a été situé à 65 km au sud-est de la grande ville de Sapporo, à une profondeur de 40 km, selon l'Agence météorologique japonaise. L'île tout entière a été privée d'électricité après que la Compagnie d'électricité de Hokkaido a annoncé qu'elle avait été contrainte d'effectuer une coupure d'urgence à cause du séisme. L'électricité est revenue samedi matin pour 2,93 millions de foyers de l'île, laissant encore 20.000 personnes sans électricité.

Reuters

Etats-Unis

## Un ancien conseiller de Trump condamné pour avoir menti au FBI

George Papadopoulos, qui conseillait Donald Trump lors de la campagne présidentielle de 2016, a été condamné vendredi à une peine de 14 jours de prison par une juridiction du district de Columbia pour avoir menti à des agents du FBI qui enquêtaient sur l'ingérence russe dans le scrutin. Le ministère public avait réclamé une peine allant jusqu'à six mois d'emprisonnement, déplorant notamment que le comportement de George Papadopoulos ait entravé le déroulement de l'enquête menée par l'agence fédérale et qu'il n'ait pas coopéré convenablement avec les enquêteurs. George Papadopoulos a menti pour «minimiser l'ampleur de son implication en tant que témoin et la connaissance qu'avait l'équipe de campagne avec ses contacts», ont estimé les procureurs.

Parmi ces contacts, figurent notamment Joseph Mifsud, un universitaire basé à Londres qui a fait savoir à George Papadopoulos qu'il était en possession d'informations gênantes pour la campagne d'Hillary Clinton, la candidate démocrate, notamment sous la forme de milliers de courriels. Les mensonges, prononcés alors que George Papadopoulos s'était volontairement présenté devant les enquêteurs, ont pu contribuer à ce que Joseph Mifsud échappe à l'enquête et à une interpellation, ont encore constaté les procureurs. La présidence Trump a toujours réfuté toute collusion avec Moscou ou avec des représentants du gouvernement russe.

Reuters

Réchauffement climatique

# Jeu de sape de Washington, dénoncent des négociateurs

Les Etats-Unis, malgré leur retrait de l'accord de Paris sur le changement climatique, continuent de saper les discussions internationales, ont dénoncé samedi à Bangkok des participants à la réunion préparatoire de la COP24. «Les Etats-Unis ne sont plus dans le jeu, mais c'est toujours eux qui imposent les règles», a critiqué un négociateur de premier plan, pointant du doigt une délégation américaine venue pour «empoisonner» les débats. Aucun commentaire n'a pu être obtenu dans un premier temps côté américain.

Selon ce responsable et d'autres sources ayant accepté de parler à l'AFP sous le couvert

de l'anonymat, Washington cherche à empêcher un encadrement plus strict du financement du plan d'action global par les Etats qui les obligerait à une plus grande transparence. L'accord de Paris prévoit en effet que les pays doivent donner le détail de leurs contributions, afin que la communauté internationale puisse s'assurer que les montants annoncés par les uns et les autres ne sont pas de simples effets d'annonce, incluant dans les faits des prêts ou des budgets déjà annoncés par le passé.

Selon ces mêmes sources, le Japon et l'Australie sont favorables à ce refus d'une plus grande trans-

parence, qui mettrait les pays riches en face de leurs obligations, étant les plus gros pollueurs. Lors de cette semaine de discussions à Bangkok, de nombreux délégués des pays pauvres ont dénoncé le manque de volonté des pays riches à faire avancer les choses.

### Entrave active

«Les négociateurs américains à ces discussions ont entravé activement tout progrès à ce stade crucial», a critiqué Harjeet Singh, du groupe de protection de l'environnement ActionAid, interrogé par l'AFP. A Bangkok, dans le cadre d'une journée d'action mondiale réclamant des avancées rapides

sur le sujet, près de 200 manifestants se sont réunis devant le siège régional de l'ONU, où est organisée cette réunion de préparation du prochain sommet sur le climat, dit COP24, prévu en Pologne dans trois mois. Les petits Etats insulaires participant ont de leur côté lancé un cri d'alarme, étant «en première ligne» du changement climatique, selon l'expression d'Amjad Abdulla, négociateur en chef pour l'Alliance des petits Etats insulaires (Alliance of Small Island States, AOSIS), qui regroupe une quarantaine de Nations, des Maldives aux Bahamas. Les quelque 190 Etats participants ont jusqu'à la fin de l'année et la 24e

Conférence climat de l'ONU en décembre à Katowice pour finaliser les règles de mise en oeuvre du pacte de 2015, qui vise à contenir le réchauffement mondial sous les 2°C, voire 1,5°C, par rapport à l'ère préindustrielle.

Les tensions entre pays ont conduit à la paralysie cet été du Fonds vert pour le climat de l'ONU, déjà affecté par l'arrêt de la contribution des Etats-Unis décidé par Donald Trump. L'accord prévoit une aide annuelle de 100 milliards de dollars d'ici à 2020 pour les pays pauvres, qui reprochent aux pays riches de trop compter sur le secteur privé.

AFP

Reflétés dans la pièce théâtrale *Calédonia*

# Des «tableaux vivants» de la souffrance des exilés algériens

La générale de la pièce théâtrale *Caledonia*, présentée dans la nuit de jeudi à vendredi à la Maison de la culture Abdelmadjid Chafai à Guelma, a reflété «des tableaux vivants» des souffrances des exilés algériens en Calédonie.



L'oeuvre épique et dramatique, produite par le Théâtre régional Mahmoud Treki de Guelma pour l'exercice actuel, écrite par Djallel Khachab et mise en scène par Karim Boudechiche, a fait voyager l'assistance venue nombreuse, une heure et 15 minutes durant, dans une période historique importante de l'histoire de la résistance algérienne, où des Algériens ont été spoliés de leurs terres et exilés vers la Nouvelle-Calédonie entre 1870 et 1871.

L'oeuvre dramatique a mis la

lumière sur Abdallah, le personnage principal de la pièce, exilé en Calédonie et qui demeure attaché à sa patrie, à sa terre et à son identité ainsi qu'à son épouse Meriem malgré les longues distances qui les séparent.

Pour empêcher l'oubli, Abdallah continuait à écrire ses mémoires, ses souffrances et ses douleurs, en tenant contre lui des feuilles d'oliviers et un chapelet, ramenés de sa patrie mère, en signe de résistance.

Le public composé des responsables locaux, dont le wali, Fatima-Zohra Raïs, le président

du Conseil national des arts et des lettres, Abdelkader Bendaâmache, d'artistes et de nombreuses familles, a suivi avec intérêt une histoire émouvante, au fil des scènes, servie par une musique expressive, traduisant une tragédie, celle de la souffrance des Algériens sous l'occupation française.

Rencontrés par l'APS, en marge du spectacle, beaucoup de spectateurs ont affirmé que la pièce était «un régal visuel» en plus de «relater une époque historique encore méconnue par beaucoup d'Algériens», soulignant que les 15 artistes qui

se sont succédé sur scène ont réussi à «imager l'histoire et à transmettre la peine des exilés».

Pour le directeur du Théâtre régional de Guelma, Rachid Djerour, la pièce *Calédonia* est une grande oeuvre d'art et constitue le premier travail sur les planches qui aborde l'histoire des Algériens exilés.

Il a indiqué que la générale de *Caledonia* devait être présentée sur les planches du Théâtre régional de Constantine, Mohamed Tahar Fergani, mais les amateurs du 4<sup>ème</sup> art et les autorités locales ont préféré que le spectacle soit présenté à Guelma.

De son côté, le dramaturge Djallel Khachab a déclaré que l'interactivité entre l'écrivain, le réalisateur et l'ensemble de l'équipe la pièce *Calédonia* a fait de l'oeuvre «un spectacle réussi», soulignant que la musique, la scénographie et les touches artistiques ont été bien appropriées et ont bien servi l'oeuvre.

M. Khachab a également relevé que «l'oeuvre a fidèlement rapporté les détails d'une époque cruciale et importante vécue par les Algériens dont les terres ont été spoliées lors de la résistance populaire et exilés en Nouvelle Calédonie».

Le dramaturge a noté que le personnage d'Abdallah dans la pièce était «essentiel et porte de nombreuses indications symboliques», notamment, a-t-il développé, «quand il décide de donner des prénoms d'Algériens, Ounessa et Khaled à ses enfants de son épouse européenne Rose, quand il persiste à écrire sa vie en exil, quand il fait des feuilles d'oliviers et du chapelet ce lien ininterrompu avec sa terre et sa patrie».

R. C.

Il sortira le 19 octobre  
**Mon pays c'est l'amour, l'album posthume de Johnny Hallyday**

Le 51<sup>e</sup> album studio de Johnny Hallyday, intitulé *Mon pays c'est l'amour*, sortira le 19 octobre, a annoncé jeudi la maison de disques de l'artiste disparu le 5 décembre 2017 à 74 ans.

Une photo en noir et blanc montrant Johnny, une main sur la hanche, regardant au loin derrière l'objectif dans une rue déserte, illustre la pochette de l'album, rapporte l'AFP.

Enregistré au cours des derniers mois de la vie de la star française, l'album sera composé de 10 titres : *Made in rock n roll, Mon pays, c'est l'amour, L'Amérique de William, 4m2, Back in L.A., J'en parlerai au diable, Pardonne-moi, Je ne suis qu'un homme, Tomber encore et Un enfant du siècle*.

O. N.

Chanteur américain de soul

**L'Album posthume de Charles Bradley en novembre**

Un album posthume de Charles Bradley, chanteur de soul américain décédé l'année dernière, sortira en novembre, a annoncé jeudi son label.

Selon Daptone Records, l'album *Black Velvet*, composé de dix morceaux enregistrés en studio encore jamais diffusés et choisis par ses amis et sa famille, sera dans les bacs le 9 novembre, soit quatre jours avant la date du 70<sup>ème</sup> anniversaire de sa naissance.

La maison de disques a diffusé une première chanson, *I Feel a Change*, dans laquelle Charles Bradley pose sa belle et puissante voix sur un rythme soul régulier.

Né en Floride, dans le sud-est des Etats-Unis, Charles Bradley grandit à New York où il découvre le «parrain» de la soul, James Brown, au légendaire Apollo Theater de Harlem.

Il se lance alors dans une carrière de chanteur de reprises de son idole, allant jusqu'à copier sa garde-robe et à imiter le style de James Brown sur scène.

Son premier album, sorti en 2011, qui lui vaut un début de notoriété tardive, à plus de 60 ans.

Son dernier album, *Changes*, lui a permis de toucher un plus large public et a figuré sur la liste des «meilleurs albums de l'année 2016» de nombreux magazines spécialisés.

L'artiste s'est éteint en septembre 2017 à Brooklyn, des suites d'un cancer.

T. I.

Cinéma

## La Afac Film Week 2018 du 8 au 10 septembre à Alger

Une dizaine de films de fiction et de documentaires en provenance de six pays arabes différents sont au programme de la 8<sup>e</sup> édition de la Afac Film Week 2018 qui se tiendra du 8 au 10 septembre à Alger, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Organisée par l'Office national pour la culture et l'information (Onci) en partenariat avec l'association Cunivers cette programmation qui se tiendra à la salle Atlas réunira des films soutenus par le Fonds arabe pour les arts et la culture (Afac).

Deux oeuvres algériennes seront à l'affiche de cette manifestation à savoir le documentaire *Atlat* de Djamel Kerker et le long métrage de fiction *L'échappée* de Hamid Saidji.

Le cinéma tunisien sera également présent par des oeuvres comme *Et Roméo épousa Juliette* de Imed Merzouk et *Le Challat de Tunis* de Attia Habib au même titre que le cinéma palestinien représenté par *Layla* de la réalisatrice Mai Masri et *A Drowning Man* de Mahdi Fiefel.

Les films *Amal's Garden* de l'Irakienne

Nadia Chiheb, *Last Man in Aleppo* du Syrien Soren Jespers ainsi que *Headbang Lullaby* du Marocain Hicham Lasri sont également annoncés à l'affiche de la salle Atlas qui renoue pour cette occasion avec les projections cinématographiques.

La Afac Film Week 2018 est une rencontre cinématographique annuelle et itinérante qui se tient chaque année dans une ville des pays arabes afin de promouvoir les dernières productions de la région.

Reda A.

A l'âge de 82 ans

## Décès de l'acteur américain Burt Reynolds

L'acteur américain Burt Reynolds, vedette d'Hollywood dans les années 1970 et 1980, est mort jeudi à l'âge de 82 ans, a annoncé son agent cité par la presse.

Burt Reynolds est décédé dans un hôpital en Floride, a confirmé

au Hollywood Reporter son manager Erik Kritzer.

Le comédien, né en 1936, était particulièrement connu pour son rôle dans *Délivrance*, en 1972 aux côtés de Jon Voight et avait également donné la réplique à Mark Wahlberg dans le film de

Paul Thomas Anderson *Boogie Nights* (1997). L'acteur américain était également la vedette du film *Cours après moi shérif* (1977).

Ayant débuté sa carrière à la fin des années 1950, le défunt était aussi passé derrière la

caméra, réalisant plusieurs films dans les années 1970 et 1980.

L'acteur à la moustache impeccable, avait été salué l'an dernier par la critique pour sa prestation dans le film indépendant *The Last Movie Star*.

O. B.



Il n'y a que deux espèces d'êtres humains :  
ceux qui ont tué et ceux qui n'ont pas tué.  
Colette



" Et qui pardonne au crime en devient complice. "

Voltaire

# Kate Middleton, une maman comme les autres, elle a fait ses courses de rentrée avec George et Charlotte

Qui réalise les courses de rentrée des enfants les plus scrutés d'Angleterre ? Leur mère bien sûr ! En virée shopping pour la rentrée scolaire, Kate Middleton a prouvé que royauté pouvait parfois rimer avec normalité.

Depuis qu'elle a épousé le prince William, il y a de cela sept ans, Kate Middleton s'est parfaitement adaptée au protocole imposé par la couronne britannique, pourtant si lourde à porter. Tenues impeccables, posture irréprochable et sourires chaleureux, la duchesse de Cambridge a prouvé à de nombreuses reprises qu'elle maîtrisait parfaitement son rôle au sein de la famille royale. Mais avant d'être une princesse très appréciée des Britanniques, Kate Middleton est avant tout une maman comme les autres, qui tient à ce que ses enfants, malgré leur vie exceptionnelle, mènent le quotidien le plus ordinaire possible.

Alors, lorsque ses deux aînés s'apprentent à faire leur rentrée scolaire, hors de question pour l'épouse du prince William d'envoyer des assistants effectuer le shopping de dernière minute. La maîtresse de maison, c'est bien elle ! C'est donc dans le centre de Londres qu'a été aperçue la petite famille, très concentrée sur ses emplettes, notamment dans le grand célèbre magasin britannique Peter Jones.

Si la belle-sœur du prince Harry avait tout prévu pour cette journée en compagnie du prince George (5 ans) et de la princesse Charlotte (3 ans), une source a cependant confié au magazine Hello que la jeune femme, qui avait oublié d'amener des chaussettes pour ses enfants afin qu'ils puissent essayer leurs nouvelles chaussures, a demandé au personnel du magasin de leur prêter des paires. Une scène criante de normalité qui prouve que famille royale ou pas, le plus beau rôle de Kate Middleton est avant tout celui de maman.



## FORME

### 7 conseils pour surmonter une nuit blanche

Si vous passez la nuit sans dormir, voici quelques conseils pour être en forme, demain, au boulot.

#### ÉVEILLEZ VOTRE REGARD

Avant d'attaquer la journée, qui s'annonce très très longue, pensez à sauver les apparences et avoir l'air en forme. Pour éviter que vos petits yeux endormis ne trahissent la folle nuit que vous avez vécue, il faut réussir à les dégonfler. Pour cela, une méthode de grand-mère qui a déjà fait ses preuves : appliquez sur chaque œil une rondelle de concombre pendant une quinzaine de minutes. L'objectif est de décongestionner les poches et de faciliter la circulation du sang. Ensuite, utilisez un anti-cernes, un ton plus clair que votre couleur de peau naturelle pour éclaircir le regard et atténuer le côté violacé des cernes. Méfiez-vous cependant des teintes trop claires qui peuvent donner un effet gris !

#### FAITES LE PLEIN DE VITAMINES

Le petit déjeuner est d'autant plus capital que votre corps n'a pas pu recharger ses batteries pendant la nuit. Faites donc le plein de vitamines en consommant des fruits frais et n'oubliez pas les sucres lents, présents dans le pain complet ou les céréales.

#### FAITES LE PLEIN DE VITAMINES

Au déjeuner, ne vous jetez pas sur les plats riches en graisses et en sauce, cela pèserait sur votre estomac et vous plongerait dans un état de somnolence tout le reste de la journée. Préférez un plat léger et riches en protéines, composé de poisson (moins lourd que la viande), de légumes et de pâtes pour vous permettre de tenir jusqu'au dîner.

nuit blanche : prenez une douche dynamisante. Contrairement aux idées reçues, une douche qui réveille n'est pas forcément froide. Inutile de vous punir en prenant une douche

glacée ! Elle pourrait même provoquer l'effet inverse en faisant baisser la température de votre corps et vous donnant ainsi envie de vous blottir au fond du lit.

#### PRENEZ UNE DOUCHE DYNAMISANTE

Une douche tiède, pas trop longue, suffit à redémarrer. De plus, après une nuit blanche, le corps manque cruellement de repos, pas la peine d'en rajouter. Si vous avez passé la nuit à danser ou debout dans un bar, un jet d'eau froide sur les jambes peut cependant être utile pour faciliter la circulation sanguine et favori-

ser le retour veineux, et ainsi éviter l'effet jambes lourdes qui risque de vous rattraper en fin de journée.

Un massage post nuit blanche : associée à une huile végétale neutre, l'huile essentielle de cyprès peut s'avérer très efficace. Après la douche (ou à la mi-journée) massez-vous les jambes avec ce mélange pour relancer la circulation des jambes.

#### SORTEZ

Pas facile de rester les yeux grands ouverts devant un ordinateur et sous la lumiè-

re des lampes de bureaux quand on n'a pas dormi de la nuit. N'hésitez donc pas à faire des pauses et à sortir le plus possible à l'extérieur pour prendre l'air.

Faire le tour du bâtiment où vous travaillez vous permettra de vous tenir éveillée et de vous rebooster un peu. De plus, s'exposer à la lumière naturelle du jour est le meilleur moyen de faire comprendre à votre organisme, dont l'horloge est un peu désorientée, que ce n'est (toujours) pas le moment de dormir mais d'être active !

## SANTÉ

### RHUME ET SINUSITES

**B**anal et bénin, le rhume, ou rhino-pharyngite, ne requiert que quelques mesures thérapeutiques extrêmement simples. Cependant, certaines personnes, les enfants notamment, sont exposées à des complications, pour lesquels un avis médical s'impose. Ainsi, mieux vaut ne pas laisser traîner... La sinusite peut évoluer assez vite vers la chronicité et poser de délicats problèmes de traitement. A moins de vivre en ermite, il est difficile d'échapper aux rhumes. Une conversation, des jeux entre enfants sont autant de voies royales offertes aux virus pour changer d'hôte. Écoulement nasal, nez bouché, éternuements, avec ou sans fièvre... Les enfants sont particulièrement exposés.

#### SINUSITES, DES RHUMES QUI DURENT ANORMALEMENT

Quand l'infection née dans les fosses

nasales se propage vers les sinus, la muqueuse qui tapisse ces derniers s'enflamme à son tour. L'orifice étroit qui les sépare

des fosses nasales se bouche et le piège se constitue. Le sinus s'infecte. C'est la sinusite.

#### Tendance lèvres

### Le orange est le nouveau rouge

**Tendance lèvres : le orange est le nouveau rouge** - Les derniers défilés du printemps à Paris, Londres, Milan ou New-York sont formels : la couleur orange sera sur toutes les lèvres à la belle saison. Et d'ailleurs, on peut même commencer maintenant car le orange, c'est le nouveau rouge. Et que c'est un agréable contraste avec la grisaille. Tout comme le rouge, la couleur se décline en de nombreuses nuances. Carotte, abricot, saumon, melon, mandarine (que des bonnes choses !)... Il y a au moins une teinte qui saura nous séduire dans cette palette optimiste et solaire. L'étape d'après, c'est d'oser. Même s'il existe bel et bien une nuance appelée "orange citrouille", les teintes orangées ne sont absolument pas réservées à Halloween. Et savent illuminer un visage de manière très surprenante lorsqu'elles sont appliquées avec soin sur nos lèvres...



**Les DÉBATS**

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur  
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante Naima MAHMOUDI • Directeur de la publication Nadjib Stambouli

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

## SPORTS

## Handball Les joueurs du MCO boycottent la préparation d'intersaison

■ Les handballeurs du MC Oran, club relégué en Nationale 1, refusent de reprendre l'entraînement en vue de la nouvelle saison, jusqu'à la régularisation de leur situation financière, a-t-on appris vendredi de la direction de cette formation. Les joueurs réclament pas moins de cinq salaires au titre de l'exercice passé pendant lequel le grand club de la capitale de l'Ouest du pays a vécu une situation très compliquée ayant engendré sa descente en palier inférieur. En effet, les mêmes joueurs avaient observé plusieurs grèves, et déclaré également forfait pour l'un des matchs du championnat, ce qui leur a valu de jouer les Play-down en fin de compétition, un tournoi au cours duquel ils n'ont pas réussi à éviter le purgatoire. Le handball est la seule section que gère encore le club sportif amateur (CSA) du MCO présidé par Tayeb Mahiaoui après la dissolution de plusieurs autres sections qui faisaient jadis le bonheur du sport oranais et algérien. L'équipe de handball, entraînée par l'ancienne star du jeu à sept national, Mustapha Doubala, se retrouve ainsi à la croisée des chemins risquant de connaître le même sort des équipes des autres disciplines du club. Et pour éviter justement cette situation, des membres de l'assemblée générale du CSA réclament la tenue d'une assemblée générale, d'autant que Mahiaoui n'a plus présenté son bilan moral et financier depuis 2016, selon certains d'entre eux.

## Championnat d'Afrique des Nations-2018 (U21) Défaite de l'EN devant la Tunisie

■ La sélection algérienne de handball des moins de 21 ans (U21), s'est inclinée devant son homologue tunisienne sur le score de (25-46) (mi-temps: 12-23), vendredi, en ouverture du championnat d'Afrique des nations (U21), organisé dans la ville marocaine de Marrakech, du 7 au 14 septembre. Cette compétition se déroulera finalement en formule «championnat» à 7 équipes après la défection de dernière minute de la Zambie, a indiqué jeudi la fédération algérienne de handball (FAHB). La Zambie rappelle-t-on, devait figurer dans la poule B aux côtés de l'Égypte, du Maroc et de la Guinée.

## MC Alger

# Amouta n'entraînera pas l'équipe



L'ancien coach du Widad Casablanca, le Marocain, Amouta, n'entraînera pas le Doyen des clubs algériens, le Mouloudia d'Alger, puisque les négocia-

tiens avec ce dernier ont échoué sur l'aspect financier, avec les fortes exigences du technicien qui a demandé un fort salaire pour prendre en main l'équipe. En effet, le driver

marocain a exigé un salaire de 40 000 euros/mois aux responsables du club algérien pour diriger l'équipe qui est toujours à la recherche d'un entraîneur après le limogeage du Français, Bernard Casoni qui avait échoué dans sa mission de faire qualifier le MCO aux quarts de finale de la Ligue des champions d'Afrique et de l'emmener le plus loin possible dans cette compétition. Amouta a fait donc monter les enchères croyant qu'il pourra obtenir ce qu'il voulait, après avoir touché un salaire de 30 000 euros avec le club qatari d'Essad. Les dirigeants du Doyen prospectent maintenant d'autres pistes pour dénicher l'entraîneur qu'il faut, avec les contacts menés avec le coach bosniaque, Basdarevish, le Français Bertrand Marchand et le Marocain, Badou Zaki qui semble proche d'un départ du MCO. Les responsables du Mouloudia voudraient en finir avec cette question de l'entraîneur étant donné qu'ils trouvent des difficultés pour dénicher le technicien qu'il faut sachant que l'ancien adjoint de Casoni et ancien joueur du club, Rafik Saïfi a refusé de revenir et a préféré renouveler son contrat pour une année à Beln Sport où il travaille comme consultant. En outre, le coach de l'équipe des U 21, Belkheir, qui en charge temporairement de l'équipe première tente de préparer son groupe pour le prochain match en championnat face à l'O Médéa, misant sur une victoire pour sortir du tunnel surtout après le nul probant réussi face au CRB lors du dernier derby qui s'était joué au stade du 20 août d'Alger. Belkheir devrait composer avec un effectif pratiquement au complet ce qui le rassure et le pousse à se donner à fond pour réussir cette confrontation.

Imad M.

## Ligue 2 Mobilis (5<sup>e</sup> journée)

# L'ASO trébuche, le WAT le rejoint en tête du classement

■ Le WA Tlemcen a rejoint l'ASO Chlef en tête du classement de la Ligue 2 Mobilis de football, après sa victoire (0-2) chez l'USM El Harrach, pour le compte de la 5e journée, disputée vendredi et marquée par six résultats nuls, dont cinq (0-0). Les Tlemceniens ont bien vendangé en effet dans les malheurs de l'actuelle lanterne rouge du championnat, qu'ils ont assommé d'entrée de jeu grâce à Belhamri, ayant ouvert le score dès la 5<sup>e</sup> minute de jeu, avant qu'un ancien Harrachi, en l'occurrence le vétéran Hadj Bouguèche ne double la mise à la 87'. Une précieuse victoire en déplacement, qui propulse les Zianides à la première place du classement général, ex-aequo avec l'ASO Chlef, qui de son côté a été tenu en échec à domicile par une coriace équipe de l'US Biskra (0-0). Outre la bonne affaire du WAT, le MC Saïda a remporté sa première victoire de la saison, en battant l'USM Annaba (2-1), alors qu'il avait commencé par concéder l'ouverture du score sur son propre terrain. Ce sont en effet les Annabis qui étaient les premiers à trouver le chemin des filets dans cette rencontre, par Kemoukh (10'), mais les locaux ont réussi à renverser la vapeur en deuxième mi-temps, d'abord par Benouis (47'), puis Abdi (55'), pour l'emporter finalement (2-1). Dans les cinq autres matchs inscrits au programme de cette 5e journée, le score est

resté de parité jusqu'au coup de sifflet final. Seuls l'ES Mostaganem et le RC Relizane ont fait un peu mieux que les autres, en se neutralisant sur le score de deux buts partout. Dans les autres rencontres, à savoir : JSM Skikda - ASM Oran, JSM Béjaïa - RC Kouba, USM Blida - Amel Boussaâda et NC Magra - MC El Eulma, le score est en effet resté vierge jusqu'à la tombée de rideau. Le RCR menait hors de ses bases (0-2), grâce à Allag, qui avait transformé un penalty à la 17', puis El Menaouer, qui avait aggravé la marque à la 35'. Mais il s'est fait rejoindre au score, par Nouri (90'+5), après que Mansour eut réduit la marque à la 45'+5. Une moisson maigre en points, mais qui arrange relativement bien les affaires des clubs visiteurs, aussi bien les mal classés comme le RC Kouba que les formations qui figurent actuellement dans le haut du tableau, comme le MC El Eulma, ayant gâché au passage la fête au NC Magra, qui espérait fêter sa première à domicile par une victoire. Le NCM a été contraint en effet de démarrer la saison au stade du 8-Mai 1945 de Sétif, en attendant l'homologation de son terrain, qui a fini par arriver lors de cette 5e journée. Mais sans grand succès pour le nouveau promu en Ligue 2 Mobilis, qui devra donc attendre encore un peu avant de remporter une première victoire sur son propre terrain.

### Résultats et classement :

JSMS- ASMO	0-0
MCS-USMAn	2-1
JSMB-RCK	0-0
USMB-ABS	0-0
NCM -MCEE	0-0
ESM-RCR	2-2
USMH-WAT	0-2
ASO -USB	0-0

	Pts	J
1). WA Tlemcen	11	5
—). ASO Chlef	11	5
3). ES Mostaganem	10	5
4). MC El Eulma	8	5
—). Amel Boussaâda	8	5
—). US Biskra	8	5
7). USM Annaba	7	5
—). RC Relizane	7	5
9). ASM Oran	6	5
—). MC Saïda	6	5
11). JSM Béjaïa	5	5
—). NC Magra	5	5
13). JSM Skikda	4	5
—). USM Blida	4	5
15). RC Kouba	3	5
16). USM El Harrach	1	5

## USM Bel Abbès

# Le président Hasnaoui campe sur sa démission

■ L'assemblée générale extraordinaire du conseil d'administration (CA) de l'USM Bel Abbès a été reportée au moment où son président Okacha Hasnaoui campe toujours sur sa démission, a-t-on appris vendredi de ce club de Ligue 1 de football "Mobilis". L'AG qui devait avoir lieu jeudi soir a été ajournée à une date ultérieure en raison de l'absence de certains actionnaires, dont Abdelghani El Hennani, pressenti pour succéder à Hasnaoui, précise-t-on de même source. Pour sa part, l'actuel président du CA a réitéré aux membres

du CA sa décision de jeter l'éponge qu'il avait annoncée il y a quelques jours, et qu'il a justifiée par des "raisons de santé", indique-t-on encore. Considéré comme étant le principal bailleur de fond de l'USMBA, cet homme d'affaires détient la majorité des actions de la société sportive par actions (SPA) de la formation de la "Mekerra", rappelle-t-on. Le départ de Hasnaoui a déjà plongé l'USMBA dans la crise, surtout que ce club croule depuis quelques saisons sous les dettes, une situation ayant poussé le wali de Sidi Bel

Abbès en ce début de semaine à prendre des mesures urgentes lors d'une réunion avec les présidents des APC et chefs de Daira de la wilaya pour venir en aide au club phare de la ville. Le chef de l'exécutif compte également rassembler prochainement des opérateurs économiques activant à Sidi Bel Abbès pour les inciter à contribuer financièrement dans la vie du club et l'aider ainsi à dénouer la crise. Pour sa part, la direction du club sportif amateur (CSA), propriétaire du sigle et des couleurs, a tiré la sonnette d'alarme après l'échec

de la tenue de l'AGEx du CA, indiquant qu'el le comptait organiser une assemblée extraordinaire de cette structure dans les prochains jours pour «prendre les mesures qui s'imposent», s'est engagé le nouveau président du CSA, Abbes Morcelly. L'USMBA, vainqueur de la précédente édition de la coupe d'Algérie, représentera, en compagnie du NA Hussein Dey (3e au classement du championnat de l'exercice passé), le pays dans la prochaine édition de la coupe de la Confédération africaine, rappelle-t-on.



Rentrée scolaire

## 220 écoles raccordées aux réseaux d'électricité et du gaz

Plus de 220 établissements éducatifs ont été raccordés aux réseaux de l'électricité et du gaz, pour une rentrée scolaire 2018-2019 réussie, a indiqué vendredi la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz dans un communiqué.

Les directions de distribution au niveau national mobiliseront toutes leurs ressources matérielles et humaines, en vue d'alimenter les établissements scolaires en électricité et en gaz dans un délai record, pour la réussite de la rentrée scolaire 2018-2019.

En vue d'assurer l'éclairage et le chauffage dans les écoles, plus de 140 écoles primaires, 50 CEM et 30 lycées ont été raccordés aux réseaux de l'électricité et du gaz, précisé le même communiqué.

La société a programmé au sein de ces établissements des cours dans le cadre d'une campagne de sensibilisation à l'utilisation sûre et rationnelle de l'électricité et du gaz, dont le lancement est prévue en novembre.

La société a adopté cette orientation, en dépit des difficultés qu'elle rencontre en matière de collecte de ses redevances financières.

Ces difficultés l'ont affaibli financièrement, d'autant que ses directions de distribution ont choisi la voie du dialogue et la communication de proximité pour éviter tout désagrément aux citoyens, au lieu de recourir aux mesures de coupure «qui reste l'ultime option».

T. K.

Inde

## 1 400 morts dans des inondations en trois mois

Un total de 1 400 personnes ont été tuées en raison des inondations et des incidents liés aux pluies torrentielles qui se sont abattues sur l'Inde entre fin mai et début septembre, a déclaré jeudi le Centre national d'intervention d'urgence relevant du ministère de l'Intérieur.

La majorité des victimes ont été recensées dans l'Etat du Kerala (sud-ouest de l'Inde) où 488 personnes ont été tuées à cause des pluies torrentielles et glissements de terrain, notamment en août dernier.

Ces inondations, les plus graves qu'ait subies Kerala depuis un siècle, ont laissé 1 450 000 personnes sans abri, selon le ministre en chef de l'Etat, Pinarayi Vijayan.

«Au total, 57 000 hectares de cultures ont été détruits à Kerala. La valeur de la destruction, selon une estimation approximative, est supérieure à la dépense annuelle de notre Etat», a-t-il relevé.

L'Etat d'Uttar Pradesh a enregistré le deuxième plus grand nombre de décès cette année avec 274 morts. Jeudi, 20 personnes ont trouvé la mort dans cet Etat à cause des inondations.

R. N.

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

C'EST LA RENTRÉE AUSSI POUR LES DÉPUTÉS

DURE LA REPRISE



In Guezzam

## Une cache d'armes et de munitions découverte



Une cache d'armes et de munitions contenant, notamment un fusil mitrailleur et un pistolet mitrailleur de type kalachnikov a été découverte vendredi lors d'une opération menée par un détachement de l'Armée nationale populaire à In Guezzam, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, et de la sécurisation des frontières, grâce à l'exploitation de renseignements et lors d'une patrouille menée près de la bande frontalière à In Guezzam (6<sup>ème</sup> Région militaire), un détache-

ment de l'Armée nationale populaire a découvert, le 7 septembre 2018, une cache d'armes et de munitions contenant un fusil mitrailleur, un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, ainsi que six chargeurs et une importante quantité de munitions s'élevant à 1 023 balles de différents calibres», précise la même source.

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP a arrêté, à Bordj Badji Mokhtar (6<sup>ème</sup> Région militaire), quatre orpailleurs et saisi quatre groupes électrogènes et trois marteaux-piqueurs, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont

appréhendé, lors de deux opérations distinctes menées à Biskra (4<sup>ème</sup> Région militaire) et Batna (5<sup>ème</sup> Région militaire), trois individus en possession d'un fusil à pompe et de trois armes à feu de confection artisanale», relève le communiqué.

Par ailleurs, des gardes-côtes ont déjoué à Annaba (5<sup>ème</sup> Région militaire), «des tentatives d'émigration clandestine de 29 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 14 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Naâma, Tlemcen et Béchar», conclut le MDN.

Y. R.

Palestine

## Décès d'un adolescent blessé par des tirs israéliens

Un adolescent palestinien touché vendredi par des tirs de l'armée israélienne lors d'affrontements entre manifestants et soldats israéliens le long de la barrière séparant la bande de Gaza d'Israël est décédé hier de ses blessures, a indiqué le ministre ghazaoui de la Santé.

«Ahmad Aboutour (17 ans) avait été blessé vendredi en fin de journée à l'est de Rafah, dans le sud de l'enclave palestinienne sous blocus», a précisé le ministère.

Un autre jeune de 17 ans avait été tué et au moins 45 autres Palestiniens ont été blessés dans ces heurts déclenchés lorsque plusieurs milliers de manifestants se sont approchés vendredi soir de la barrière israélienne.

Contrôlée par le mouvement Hamas, la bande de Gaza est le théâtre de manifestations depuis le 30 mars le long de la barrière pour demander la levée du blocus et pour le droit au retour des Palestiniens qui ont été chassés ou ont fui leurs terres en 1948.

Le décès de samedi porte à 175 le nombre de Ghazaouis tués par des tirs israéliens depuis le 30 mars.

Territoire enclavé entre Israël, l'Egypte et la Méditerranée, la bande de Gaza est soumise depuis plus de 10 ans à un strict blocus terrestre et maritime imposé par Israël. Ses quelque deux millions d'habitants sont tributaires des aides étrangères.

Reda A.

ACTU...

Tipasa

## Une femme décédée dans l'effondrement d'un mur

Une femme est décédée et sa fille atteinte de fractures suite à l'effondrement vendredi soir d'un mur de clôture d'une maison précaire à Oued Sebt, dans la localité de Gouraya à l'ouest de Tipasa, a-t-on appris hier auprès de sources médicales. La victime, âgée de 68 ans, a rendu l'âme à l'hôpital de Gouraya des suites de ses blessures graves à la tête, alors que sa fille (23 ans) est toujours sous contrôle dans le même établissement sanitaire, où elle a été admise pour diverses fractures et traumatismes, est-il signalé.

L'incident est survenu suite à l'effondrement d'un mur de clôture, récemment érigé autour d'une maison précaire du bidonville de la cité Merbout à Oued Sebt, à l'est de la ville de Gouraya, causant une blessure mortelle à la victime.

Selon une source de la commune de Gouraya, la cité Merbout compte une quarantaine de maisons précaires et constructions anarchiques, érigées entre 2012 et 2013.

Reda A.

Accidents de la circulation

## Douze morts en 48 heures

Douze personnes ont perdu la vie et 62 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 48 h dans plusieurs régions du pays, indique hier un bilan établi par les services de la Protection civile. La wilaya de Boumerdes déplore le bilan le plus lourd avec le décès de trois personnes, alors que deux autres ont été blessées, suite à trois accidents de la circulation.

Durant la même période, les secours de la Protection civile sont intervenus pour évacuer les corps de trois personnes décédées dans un accident provoqué par l'éclatement de la roue de leur camion. Les éléments de la Protection civile sont, par ailleurs, intervenus pour évacuer les débris de deux personnes mortes par noyade dans une mare d'eau et un barrage, dans les wilayas de Guelma et Batna.

Bilal L.

Aéroport d'Alger

## Tentatives d'évasion de 130 000 euros

Les services de la Police des frontières de l'aéroport international Houari Boumediene d'Alger ont interpellé, ce week-end, deux personnes en possession de 100 000 euros et de 30 000 euros non déclarés, indique hier un communiqué de la direction générale de la Sécurité nationale (Dgsn).

«Les services de la Police des frontières de l'aéroport international Houari Boumediene ont interpellé, durant ce week-end dans deux opérations distinctes, deux personnes en possession de 100 000 euros et de 30 000 euros non déclarés à l'administration compétente, en infraction à la législation et à la réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger», lit-on dans le communiqué.

Lors de la première opération, «les forces de police ont interpellé «une quadragénaire se rendant à Malaga (Espagne) en possession de la somme de 100 000 euros, dissimulée dans un sac à main», précise la même source.

Le Dgsn ajoute, dans son communiqué, que pour la deuxième opération, il s'agit d'un ressortissant africain d'une vingtaine d'années se rendant à Bamako (Mali) en possession d'une somme de 30 000 euros, non déclarée.

Reda A.